



Laurence Baratier-Negri

Valéry Giscard d'Estaing & le Royaume-Uni

Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé



SORBONNE UNIVERSITÉ PRESSES

Contenu de ce document :
MC_VGE - chapitre VI. Le triangle Paris-Londres-Bonn

Crise économique, choc pétrolier, mondialisation... au tournant des années 1970, la relation franco-britannique prend un nouveau départ.

La France et le Royaume-Uni, anciennes grandes puissances devenues moyennes, doivent affronter les mêmes défis de la concurrence internationale et de la crise énergétique. Pour les deux pays, l'Europe apparaît comme un multiplicateur de puissance. Le Royaume-Uni adhère à la Communauté économique européenne. Valéry Giscard d'Estaing, nouvellement élu en 1974, prend la tête de la relance du vieux continent. Il pose les bases de la future Union européenne, en créant notamment le système monétaire européen, ancêtre de l'euro.

Le bilatéral avec le Royaume-Uni est alors réactivé, au service des deux dynamiques de la période, la mondialisation et l'intégration régionale. Sous l'impulsion du président français, de nouvelles enceintes se mettent alors en place, tels le G7 et le Conseil européen. Un calendrier international s'impose, dans lequel s'inscrivent des négociations qui s'emboîtent selon des jeux d'échelles que Paris et Londres expérimentent ensemble pour peser sur la scène internationale. La relance de l'entente cordiale se heurte cependant à un obstacle de taille : l'Europe.

Le retour sur cette période à la fois proche et lointaine permet de mettre à jour les permanences dans les calculs et arrières pensées britanniques qui mèneront au Brexit en 2016.

Illustrations de couverture :

Haut : James Callaghan reçoit Valéry Giscard d'Estaing à la résidence de Chequers, le 13 décembre 1977 (Photo © Central Press/Hulton Archive/Getty Images)

Bas : Margaret Thatcher & Valéry Giscard d'Estaing lors d'un sommet franco-britannique à Londres le 19 novembre 1979, Royaume-Uni (Photo © Jacob SUTTON/Gamma-Rapho via Getty Images)

ISBN de ce document :

979-10-231-3474-2

VALÉRY GISCARD D'ESTAING
& LE ROYAUME-UNI

Musique et politique en Allemagne, du III^e Reich à l'aube de la guerre froide

Élise Petit

Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemandes (1939-1940)

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes & Rainer Hudermann (dir.)

Jacques Foccart: archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine. Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais, soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)

Laurent López

Sortir de la guerre

Michèle Battesti & Jacques Frémeaux (dir.)

Les Guerres balkaniques 1912-1913

Jean-Paul Bled & Jean-Pierre Deschodt (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)

Jean-Baptiste Manchon

Penser le système international (XIX^e-XXI^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussièrre, Isabelle Davion, Olivier Forcade & Stanislas Jeannesson (dir.)

Laurence Baratier-Negri

Valéry Giscard d'Estaing & le Royaume-Uni

Le couple franco-britannique
sur la scène internationale
de 1974 à 1981

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0616-9

© Sorbonne Université Presses, 2018

Édition numérique : © Sorbonne Université Presses, 2023

Important : les illustrations sont absentes de la version numérique.

Maquette : Patrick Van Dieren

Mise en pages : FACOMPO ROUEN

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3dzs

SUP

Maison de la Recherche

Sorbonne Université

28, rue Serpente

75006 Paris

tél. : (33) (0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

ACP (pays)	pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (signataires de la convention de Lomé)
ADMAE	archives du ministère des Affaires étrangères en France
AIE	Agence internationale de l'énergie (OCDE)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BNOC	British National Oil Corporation
CAP	Centre d'analyse et de prévision
CCEI	Conférence sur la coopération économique internationale
8 CEA	Commissariat à l'énergie atomique
CECA	Communauté économique du charbon et de l'acier
CED	Communauté européenne de défense
CEE	Communauté économique européenne
Coreper	Comité des représentants permanents de la Communauté
CPE	coopération politique européenne
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
DEA	dialogue euro-arabe ou, selon le contexte, Department of Economic Affairs
ECU	unité monétaire européenne
Euratom	Communauté européenne de l'énergie atomique
Eurodif	European Gaseous Diffusion Uranium Enrichment Consortium
FECOM	Fonds européen de coopération monétaire
FED	Fonds européen de développement
FEDER	Fonds européen de développement régional
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
FMI	Fonds monétaire international
FCO	Foreign and Commonwealth Office
FO	Foreign Office (ministère des Affaires étrangères en Grande-Bretagne)
GEIP	Groupe européen indépendant de programme
G7	groupe des Sept, sommet économique mondial

GATT	<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i> (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)
GFN	Groupe des fournisseurs nucléaires
INFCE	International Nuclear Full Cycle Evolution
MBFR	Mutual and Balanced Force Reductions
MCM	montants compensatoires monétaires
NA	National Archives, Archives nationales de Grande-Bretagne (Kew, Londres)
NPC	Nuclear Power Company
NMC	négociations commerciales multilatérales
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONU	Organisation des Nations unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PAC	Politique agricole commune
PREM	<i>Prime Minister's Papers</i>
PUS	<i>Permanent Under-Secretary</i> , chef de la diplomatie britannique
RFA	République fédérale d'Allemagne
SALT	Strategic Arms Limitation Talks
SGCI	secrétariat général des Affaires Européennes
SME	Système monétaire européen
Stabex	Système de stabilisation de recettes d'exportation (des ACP et des PTOM)
TNP	Traité de non-prolifération
UCE	Unité de compte européenne
UEM	Union économique et monétaire
UEO	Union de l'Europe occidentale
UKAEA	United Kingdom Atomic Energy Authority
WED	Western European Department
ZEE	zone économique exclusive (zone de 200 milles)

La reine Elisabeth II
& Valéry Giscard d'Estaing,
lors de sa visite à Londres
en 1976

DEUXIÈME PARTIE

**La relation franco-britannique :
fonctionnement & méthodes**

LE TRIANGLE PARIS-LONDRES-BONN

Si Valéry Giscard d'Estaing réfute l'existence d'un triangle entre la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni¹, les Britanniques utilisent fréquemment ce terme et cherchent à mettre en place ce schéma de fonctionnement au plus haut niveau. On peut observer une dynamique et une interdépendance des relations entre les trois pays, qui se caractérisent par des forces dissymétriques. La structure et l'impact du triangle dépendent des perspectives adoptées. Les Français ne souhaitent pas toujours intégrer le Royaume-Uni à leur organisation des relations internationales. La direction franco-allemande de l'Europe en est le révélateur : on parle de « couple franco-allemand » en France et de « tandem » en Allemagne. Les Britanniques au contraire, après une adhésion tardive à la CEE, veulent rattraper leur retard et profiter de l'Europe comme levier de puissance pour revenir dans la course et retrouver une place perdue au profit de l'Allemagne. En effet, l'après-guerre a vu se mettre en place « un triangle États-Unis – France – Royaume-Uni, agissant pour la construction d'un nouvel ordre européen dans lequel une Allemagne maîtrisée devait être ancrée par sécurité² ». Cependant, Londres et Washington refusent le directoire trilatéral au sein de l'OTAN que proposait le général de Gaulle, poussant la France dans les bras de l'Allemagne, ce qui se traduira par le traité de l'Élysée en 1963³. D'autre part, un autre événement va accélérer le retour de l'Allemagne sur la scène internationale. Il s'agit de la crise de Suez, en 1956, au tournant de laquelle « l'heure est venue pour l'Allemagne », « la Grande-Bretagne et la France [n'étant plus] des puissances mondiales »⁴. Enfin, la construction européenne contribue à modifier la structure d'analyse des relations internationales. Un « triangle stratégique » entre la France, l'Allemagne et les États-Unis devient la dimension primordiale des politiques étrangères des trois pays et la clé de voûte des relations internationales. Les années 1970 apportent des éléments nouveaux à ce schéma. Le Royaume-Uni, grâce à son adhésion à la CEE, espère en modifier le fonctionnement. D'autre part, le président français renouvelle les

1 Valéry Giscard d'Estaing, entretien du 20 septembre 2012 (annexe 1, p. 311).

2 Helga Haftendorn, Georges-Henri Soutou, Stephen F. Szabo & Samuel Wells, *The Strategic Triangle. France, Germany and the United States in the Shaping of the New Europe*, Washington, The Johns Hopkins University Press, 2006, p. 1.

3 *Ibid.*

4 Georges-Henri Soutou, *L'Alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands (1954-1996)*, Paris, Fayard, 1996, p. 61.

pratiques diplomatiques, favorisant l'émergence d'un triangle élargi. Un schéma unique ne semble plus convenir pour expliquer des relations de plus en plus complexes dans un monde multilatéral. Si la notion de triangle reste pertinente, il faut l'utiliser au pluriel. Des triangles fonctionnent donc à différentes échelles, permettant d'appréhender des questions telles que la détente, les relations Nord-Sud, l'Afrique, l'Europe. Dans ce dernier domaine, la relation privilégiée entre la France et l'Allemagne semble exclure la Grande-Bretagne, ce qui force les Britanniques à développer des stratégies.

L'ALLEMAGNE ENTRE LA FRANCE ET LE ROYAUME-UNI, VISIONS CROISÉES

Français et Britanniques face à la « menace allemande »

150

« Lorsque j'ai quitté Bonn, ce n'était plus vrai, comme trois ans plus tôt, que les Allemands nous considéraient comme l'allié le plus proche. Ce changement a été causé par notre faiblesse économique et par notre attitude réticente envers l'Europe⁵. » Ce témoignage de Nicholas Henderson s'avère particulièrement intéressant parce qu'il émane de l'ambassadeur britannique à Bonn, qui vient d'être nommé à Paris en 1975. Ce dernier peut donc appréhender, de l'intérieur, l'évolution des relations entre les trois pays. Il fait le constat d'un recul de l'importance de la Grande-Bretagne aux yeux des Allemands. Henderson constate que la montée en puissance de l'Allemagne tout au long des années 1970 entretient une image négative de ce pays et alimente une opinion publique parfois encore germanophobe, en France comme en Grande-Bretagne : « Giscard s'inquiète de la divergence croissante au sein de la Communauté européenne entre la RFA et les autres pays. Les relations avec Bonn sont devenues moins faciles à cause de la force croissante de la RFA et à cause de la susceptibilité française envers la manière dont elle le montre⁶. » Les Britanniques exploitent cette méfiance vis-à-vis de l'Allemagne que l'on trouve en France dans une partie importante de l'opinion publique et des gaullistes de l'entourage présidentiel. Ils espèrent ainsi réduire le poids de l'axe franco-allemand. Leur discours peut trouver un écho auprès de Valéry Giscard d'Estaing, très attaché à la notion de l'équilibre européen. Jean-Marie Soutou rapporte que lorsqu'il est nommé représentant permanent auprès des Communautés en 1975 il reçoit du président l'instruction qu'« à Bruxelles, il faut faire surtout attention à la montée en puissance de l'Allemagne⁷ ». Il précise ensuite : « Peu de gens ont

5 Nicholas Henderson, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador, 1969-1982*, Londres, Phoenix Press, 1994, p. 89.

6 NA/FCO 33/2894, Henderson, télégramme n° 1038, 9 novembre 1976.

7 Jean-Marie Soutou, *Un diplomate engagé. Mémoires (1939-1979) : d'après des entretiens avec Jean-François Noiville*, Paris, Éditions de Fallois, 2011, p. 489.

relevé cela car son amitié avec Schmidt s'est consolidée. Il a donc pu jouer un jeu en apparence différent, mais ce qu'il y avait au cœur de sa pensée, c'était qu'il fallait utiliser l'Europe pour compenser les faiblesses de la France et empêcher que l'Allemagne ne prenne trop d'importance. C'est la seule instruction que j'ai reçue de lui⁸. » Le secrétaire général de l'Élysée reprend ces arguments pour préparer la visite de Wilson à Paris en juillet 1974 et préconiser le rapprochement avec la Grande-Bretagne : « Au-delà des problèmes techniques de la CEE se pose celui de l'équilibre politique de l'Europe. Le tête-à-tête franco-allemand peut ne pas être toujours confortable. Les Allemands peuvent ne pas rester toujours sages⁹. » Les Britanniques peuvent alors logiquement s'emparer de la notion de contrepoids pour en faire leur stratégie, même si la crise en Grande-Bretagne la rend moins efficace. Cette stratégie est d'ailleurs parfois utilisée à l'égard de l'Allemagne elle-même, qui a encouragé l'adhésion britannique¹⁰. Dans l'entourage de Valéry Giscard d'Estaing, Gabriel Robin est le porte-parole d'une vision traditionnelle amarrée au gaullisme qui considère la réunification allemande comme une véritable menace. Les notes qu'il présente au président reflètent cette politique. Il met en garde ce dernier contre le danger d'une prise de contrôle de l'Europe par l'Allemagne :

La cohabitation au sein de la Communauté de petits et de grands États est le nœud des difficultés présentes, d'autant plus que la RFA n'a cessé de jouer un jeu équivoque. Fort adroitement, Bonn s'est toujours arrangé pour avoir un pied dans chaque camp. Longtemps justifiée par le souci allemand de dissiper les méfiances héritées d'un passé récent, cette position avantageuse paraît maintenant servir l'ambition d'assurer le leadership de la Communauté¹¹.

Deux visions de l'Allemagne se superposent parfois pour ajouter encore à la méfiance suscitée par ce pays : l'Allemagne inquiète, non seulement du fait de sa puissance grandissante mais aussi du fait de son « avenir incertain¹² ». L'ambassadeur de France à Bonn, Olivier Wormser, conclut ainsi son rapport sur les relations germano-britanniques : « Notre propre attitude à l'égard des Anglais doit tendre à ménager l'avenir. Nous aurions intérêt à nous garder de toute condescendance dans nos rapports avec nos partenaires d'outre-Manche. Car il n'est pas exclu que le jour vienne où nous aurions une fois de plus besoin

8 *Ibid.*

9 5 AG 3, carton 995, note de Claude Pierre-Brossolette pour le président, 16 juillet 1974.

10 « La participation de la Grande-Bretagne à la CEE crée un contrepoids à la France et apparaît toujours à beaucoup d'Allemands comme essentielle pour la construction d'une éventuelle Union européenne. » (NA/FCO 33/3938, rapport du Foreign Office sur les relations France – Allemagne – Grande-Bretagne, 26 avril 1979.)

11 5 AG 3, carton 923, note de Gabriel Robin au président, 9 février 1976.

12 5 AG 3, carton 995, note de Leclercq, 22 mai 1979.

de leur concours pour maintenir en Europe un équilibre satisfaisant¹³. » Cette inquiétude trouve un relais dans la presse française qui souligne le poids croissant de l'Allemagne en Europe. Cette presse salue la visite d'État du président français à Londres en 1976 en faisant remarquer que « le nouveau système introduit un élément d'équilibre européen¹⁴ ». *Le Figaro* de son côté fait allusion aux dangers d'une Allemagne trop puissante et note qu'« au-delà des avantages évidents que suppose cette institutionnalisation des relations dans le domaine bilatéral, elle tempérera au niveau des relations intercommunautaires le poids spécifique grandissant de l'Allemagne et les inconvénients qu'il comporte¹⁵ ».

Le Foreign Office analyse les sentiments qui animent les opinions publiques afin d'élaborer sa stratégie pour améliorer le fonctionnement du triangle entre les trois pays : « Les Français haïssent [*sic* !] et craignent les Allemands. Les Allemands se méfient des Français. Ni les uns ni les autres n'aiment les Anglais. Tous deux se méfient beaucoup de nous mais tous deux ont besoin de nous¹⁶. » L'ambassadeur Henderson remarque que « les Français sont très sensibles à la force croissante de l'Allemagne¹⁷ ». Le terme d'hégémonie est récurrent sous la plume des diplomates britanniques pour caractériser la place de l'Allemagne en Europe. De même, il est souvent question de « contenir l'influence allemande dans la CEE¹⁸ ».

152

Les Britanniques & les Allemands :

la course de vitesse face à la montée de la gauche en France

Les Britanniques sont bien conscients que leur stratégie ne donne que peu de résultats, notamment à cause du schéma fort mis en place par le traité de l'Élysée entre la France et l'Allemagne et des relations privilégiées entre Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt. Cependant, ils gardent espoir de voir les choses évoluer, en particulier dans la perspective des élections législatives en France en mars 1978. Des conversations sont menées avec des membres du Parti socialiste français afin de préparer le terrain en cas de victoire de la gauche. Le ministre britannique de l'Énergie Eric Varley par exemple, rencontre Pierre Mauroy, qui lui promet que « si la gauche gagne, il voudra établir des relations plus étroites avec la Grande-Bretagne et avec le Labour ». Mauroy lui dit que « la politique étrangère française a été dominée par l'axe Paris-Bonn depuis 1958, ce qui était naturel dans le contexte de l'après-guerre et de l'amitié à reconstruire

13 ADMAE, carton 2988, Wormser, 23 octobre 1975.

14 Marc Ullmann, *L'Express*, 28 juin-4 juillet 1976.

15 Jacques Guilleme-Brulon, *Le Figaro*, 25 juin 1976.

16 NA/FCO 30/3482, Furness, 13 septembre 1977.

17 Nicholas Henderson, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador (1969-1982)*, op. cit., p. 132.

18 NA/FCO 33/3939, rapport du Foreign Office, 16 août 1979.

entre les deux peuples¹⁹ ». Cependant, Mauroy envisage une évolution de la politique étrangère française pour que « l'axe Paris-Bonn passe par Londres », donnant du sens à la relation triangulaire revendiquée par les Britanniques. Là encore, le facteur allemand apparaît primordial dans les relations franco-britanniques. En effet, les Britanniques voient bien le parti qu'ils pourraient tirer d'une victoire des socialistes, qui amènerait au pouvoir François Mitterrand, « homme d'une ancienne génération qui a toujours des réticences à aller en Allemagne et qui en revient toujours énervé, alors qu'il n'a pas de problème avec la Grande-Bretagne²⁰ ». La Seconde Guerre mondiale est encore proche et les représentations de l'Allemagne qui s'y rattachent peuvent donc avoir un impact sur les relations franco-allemandes, constatent les Britanniques. D'autre part, si François Mitterrand était peu susceptible d'entretenir de bonnes relations avec Helmut Schmidt, la réciproque est aussi vraie : le chancelier allemand éprouve une véritable « répulsion pour le socialisme français et beaucoup de réticence envers Mitterrand²¹ ». Les Britanniques suivent de près les relations entre le Parti socialiste français et le SPD allemand. Il n'est pas question de se faire prendre de vitesse par l'Allemagne. Le Foreign Office note que « le Parti socialiste fait beaucoup d'efforts pour améliorer ses relations avec les partis étrangers, notamment avec le SPD²² ». Les Britanniques se livrent donc à une surenchère pour courtiser le PS, à un moment où l'évolution de la scène politique française est jugée majeure par le Foreign Office, la montée du Parti socialiste constituant selon lui « le phénomène politique le plus important en France depuis l'arrivée au pouvoir de de Gaulle²³ ». Les Britanniques envisagent donc la victoire de la gauche aux élections législatives de 1978 comme probable et veulent s'y préparer :

La gauche est assez forte pour être prise au sérieux par les leaders politiques britanniques et pour être considérée comme un partenaire valable pour établir des contacts politiques réguliers [...]. Les contacts entre le Labour et le Parti socialiste seraient utiles car ils permettraient de préparer le terrain pour des relations avec un gouvernement socialiste ou dominé par les socialistes²⁴.

Londres déplore que les relations entre le Parti socialiste et le SPD soient plus étroites que celles qui existent entre le Parti socialiste et le Labour et souhaite rétablir l'équilibre. L'ambassadeur britannique à Paris, Nicholas Henderson,

19 NA/FCO 33/3468, compte-rendu de l'entretien Varley-Mauroy du 3 mars 1978.

20 *Ibid.*

21 Hélène Miard-Delacroix, *Partenaires de choix ? Le chancelier Helmut Schmidt et la France (1974-1982)*, Paris, PIE-Peter Lang, coll. « Contacts », 1999, p. 338-361.

22 PREM 16/1274, rapport de la réunion Callaghan-Mitterrand, 23 septembre 1976.

23 NA/PREM 16/1274, rapport diplomatique n° 208/76 ; NA/FCO WRF 011/4, 20 avril 1976.

24 *Ibid.*

envoi un rapport au Foreign Office pour proposer une stratégie en ce sens. Il annonce que le rapprochement avec le premier secrétaire du PS ne sera pas chose facile : « Mitterrand parle peu ou pas anglais ; il est irritable et peu commode. Un membre de mon équipe a récemment demandé à ses collaborateurs ce que la Grande-Bretagne évoquait pour lui ; il a répondu : tweeds et pull-overs²⁵. » Cependant, Henderson juge l'effort nécessaire et propose de commencer par entreprendre « des gens comme Michel Rocard et Pierre Mauroy ». Le Foreign Office suit les conseils de prudence de l'ambassadeur, ce qui reflète d'ailleurs le rôle stratégique que joue ce dernier dans la politique britannique de rapprochement avec la France :

L'établissement de ces contacts doit être discret, sinon il y a un risque de remettre en cause le bénéfice de l'amélioration récente des relations franco-britanniques. Notre ambassadeur a proposé des visites de Mauroy et Attali. Une visite de Mitterrand ensuite permettrait de lancer les propositions de contacts réguliers entre partis, mais il est préférable d'éviter tout schéma formel à ce stade. L'invitation devra être faite par le Labour et non par le Premier ministre²⁶.

154

L'ambassadeur prend en outre des initiatives et suggère d'organiser une rencontre avec Jean-Pierre Cot, « jeune socialiste brillant qui se démarque des figures austères des années 1960²⁷ ». D'ailleurs, Henderson se réjouit de voir que « le Parti socialiste, qui tente d'établir des relations de travail en particulier avec le SPD, veut faire pareil avec le Labour ». Une lettre de Robert Pontillon, secrétaire national aux affaires internationales, au ministre David Owen, confirme cette convergence entre le Parti socialiste et le Labour :

Sensible au souci que vous avez exprimé de vouloir prendre contact avec le Parti socialiste, dont vous savez sans doute qu'il s'affirme de plus en plus comme la force dominante de la vie politique française, j'ai regretté de ne pas vous avoir rencontré à Paris, étant absent à ce moment. Nous avons convenu avec Callaghan lorsque nous l'avons rencontré à Londres en octobre dernier de maintenir au niveau le plus direct les contacts entre nos deux partis²⁸.

Une lettre de Callaghan à Mitterrand traduit le même objectif de rapprochement entre travaillistes et socialistes : « J'ai été très intéressé par l'article du *Times* du 1^{er} février avec l'interview de Charles Hargrove : j'ai particulièrement apprécié votre déclaration sur le besoin de solidarité entre nos deux pays²⁹. » L'entretien

25 *Ibid.*

26 NA/PREM 16/1274, WED, 30 juillet 1976.

27 NA/PREM 16/1274, note du 25 juillet 1976.

28 NA/PREM 16/1274, lettre de Robert Pontillon à David Owen, 2 mars 1977.

29 NA/PREM 16/1274, lettre de Callaghan à Mitterrand, 11 février 1977.

entre Callaghan et Mitterrand le 6 octobre 1977 est l'occasion de faire jouer le facteur humain et se conclut par ces mots du Premier ministre : « Je vous fais confiance comme à un ami³⁰. » D'ailleurs, le Foreign Office souligne l'intérêt des socialistes français pour le syndicalisme britannique et remarque que « l'un de ses principaux conseillers économiques, Jacques Attali, espère visiter la Grande-Bretagne bientôt pour observer le système britannique³¹ ».

Londres voit dans la montée en puissance de la gauche un autre moyen de prendre l'avantage sur l'Allemagne. En effet, les Britanniques notent que la perspective de la mise en place d'un gouvernement de gauche inquiète beaucoup l'Allemagne pour des raisons commerciales : les Français prendraient des mesures protectionnistes pour protéger leurs frontières. Bref, tout ceci ne peut que profiter à la Grande-Bretagne : « Nous pourrions acquérir une position cruciale dans la CEE. Les Français pourraient chercher auprès de nous une compréhension qu'ils ne pourraient obtenir de personne d'autre³². » Les visions respectives des trois pays influent donc sur les relations qu'ils entretiennent et jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement du triangle.

LE FONCTIONNEMENT DU TRIANGLE

Le mythe de l'équilibre européen

Le Foreign Office commande régulièrement aux départements des rapports sur les relations entre la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Un de ceux-ci analyse l'interdépendance qui caractérise les liens entre les trois pays :

Les intérêts des trois sont imbriqués. Les Français et les Allemands ont besoin d'un schéma fort pour contenir leur rivalité historique. Ils ont besoin aussi d'une relation étroite avec la Grande-Bretagne pour des raisons identiques : les Allemands parce que nous représentons un contrepoids à la domination française dans la Communauté ; les Français parce qu'ils peuvent un jour avoir besoin de nous pour gérer les Allemands³³.

Cette interdépendance explique que « l'état de la relation bilatérale entre deux sommets du triangle affecte celui entre les deux autres sommets³⁴ ». Les impacts peuvent s'exercer dans les deux sens : le renforcement d'un côté peut permettre

30 NA/PREM 16/1274, entretien Callaghan-Mitterrand, 6 octobre 1977, conférence du Labour à Brighton.

31 NA/PREM 16/1274, télégramme n° 882, Henderson, 21 septembre 1977.

32 NA/FCO 33/3453, rapport de l'ambassade britannique à Paris et du Foreign Office sur les relations franco-britanniques en cas de victoire de la gauche en France en mars 1978, 22 février 1978.

33 NA/FCO 33/3939, rapport du Foreign Office, 26 avril 1979.

34 *Ibid.*

à un autre côté de se consolider, ou au contraire de s'affaiblir. Dans ces deux cas, le schéma fonctionne. Ainsi, l'éventualité d'une victoire de la gauche en France laisse espérer aux Britanniques un affaiblissement de la relation franco-allemande au profit de la relation franco-britannique. Mais il existe d'autres figures. Le Planning Staff explique par exemple que « les relations anglo-germaniques pourraient profiter d'une relation plus facile et productive entre la France et la Grande-Bretagne³⁵ ». L'Allemagne confirme d'ailleurs cette analyse par le bon accueil qu'elle réserve à la mise en place des sommets franco-britanniques. La visite d'État du président français à Londres est bien couverte par la presse allemande qui salue « un nouvel axe franco-britannique³⁶ ». Les Allemands voient dans l'amélioration des relations franco-britanniques une manière de consolider le triangle, une « harmonie » qui sera « bénéfique pour l'Europe dans son ensemble »³⁷, lui permettant de peser davantage dans le monde. Le même constat est fait au niveau gouvernemental. Le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Genscher, reconnaît les avantages du nouveau schéma, estimant que « les rapports franco-britanniques sont importants pour la construction européenne, pour le bien de toute la Communauté, pour le progrès du processus d'unification européenne et pour le rôle de l'Europe dans le monde³⁸ ».

À la figure du triangle correspond la notion d'équilibre européen : c'est ce que recherche l'ensemble des protagonistes. Le fonctionnement de la relation triangulaire doit permettre d'atteindre cet objectif qui rendra à l'Europe sa place dans le monde. Au sein de la Communauté, les tensions entre la France et la Grande-Bretagne sont mal perçues en ce sens qu'elles constituent un obstacle à la construction européenne. Le chancelier allemand, qui a encouragé l'adhésion britannique, sert parfois de médiateur entre Britanniques et Français. Ainsi, Roy Jenkins se rend à Bonn le 18 mars 1977 pour parler avec Schmidt de la question de la représentation de la Commission européenne au prochain sommet économique et lui demander son aide face à la position de la France hostile à sa présence : « Je lui ai fait comprendre que je ne lui demandais pas d'avoir une dispute avec Giscard mais que je pensais que la position française n'était pas si dure et qu'il pourrait la faire bouger. "Pourquoi ne demandez-vous pas à Callaghan ?" me dit-il. "Vous avez plus de poids avec Giscard. – C'est vrai", dit-il, content³⁹. » L'Allemagne, du fait de la supériorité du côté franco-allemand dans le fonctionnement du triangle, occupe donc une position stratégique. Elle

35 NA/FCO 33/2608, Wilkinson, Planning Staff, 9 avril 1981.

36 NA/FCO 33/2885, *Neue Rhein Zeitung*, 25 juin 1976.

37 *Ibid.*, *Bonn General Anzeigener*, 25 juin 1976.

38 ADMAE, carton 384, télégramme de Bonn n° 1915/16, Wormser, 25 juin 1976.

39 Roy Jenkins, *European Diary, 1977-1981*, London, Bloomsbury Reader, 2012, p. 72.

joue le rôle de « funambule⁴⁰ » dans les relations franco-britanniques. La notion d'équilibre est bien au cœur des enjeux de la relation triangulaire. Lorsqu'un côté s'affaiblit, il est bon de consolider un autre côté, afin de renforcer la solidité du triangle. En 1977 par exemple, lorsque les rapports entre Callaghan et Schmidt se distendent, un rapprochement avec la France s'opère : « L'intérêt de Callaghan pour le resserrement des liens franco-britanniques n'est pas sans lien avec les nuages apparus récemment dans ses relations avec Schmidt. Pour les Britanniques comme pour nous, il s'agit d'assurer la solidité et la stabilité du triangle Paris-Bonn-Londres en intensifiant le dialogue franco-britannique⁴¹. »

Le Conseil européen, directoire des trois grands ?

Le Conseil européen établi par Valéry Giscard d'Estaing constitue rapidement la structure de concertation idéale pour les trois pays. Les autres membres de la CEE ne s'y trompent pas, dénonçant un « directoire des trois grands ». Roy Jenkins, président de la Commission européenne à partir de 1977, défend « les cinq petits » en revendiquant la représentation de la Communauté européenne aux sommets économiques, au nom de sa fonction de « porte-parole de toute la Communauté⁴² ». La mise en place des sommets franco-britanniques, l'année qui suit celle des sommets économiques, soulève des interrogations sur un éventuel contrôle de l'Europe par les trois grands pays de la CEE. Les questions orales de la Chambre des communes rendent compte des débats et réflexions à ce sujet. Le calendrier rend la question du « directoire » très pertinente : le Premier ministre doit en effet rencontrer le président français à Paris les 11 et 12 novembre 1976, à l'occasion du premier sommet entre les deux pays. Il rencontrera ensuite, les 29 et 30 novembre, les chefs d'État et de gouvernement à La Haye pour un Conseil européen. Le Premier ministre prépare donc une réponse à la question suivante : « Est-ce que vos réunions avec Giscard et Schmidt constituent un début de directoire à trois au sein de la CEE ? – Non, répond Callaghan. Il y a un schéma régulier de réunion entre le Premier ministre et le chancelier allemand et des réunions annuelles viennent d'être instituées avec la France. Mais je vois aussi les autres chefs d'État et de gouvernement⁴³. » Il s'avère que le Conseil européen est l'occasion pour les trois pays de faire avancer leurs idées. L'Élysée, qui a voulu

40 Katrin Rücker, « Le facteur allemand dans les relations franco-britanniques », projet d'article pour le *Journal of European Integration History*.

41 5 AG 3, carton 923, note de Sauvagnargues, 8 décembre 1977.

42 Roy Jenkins, *European Diary, 1977-1981, op. cit.*, p. 23.

43 NA/FCO 33/2894, questions parlementaires pour réponses orales du Premier ministre le 4 novembre 1976.

faire de cet organe le « noyau du futur exécutif de l'Union européenne et l'instance suprême de décision », reconnaît le rôle déterminant des trois pays en son sein, en prenant l'exemple du règlement par la France des débats sur le rapport Tindemans⁴⁴ :

L'expérience a montré que le Conseil européen fonctionne, beaucoup plus que le Conseil des ministres, sous le directoire des trois grands pays de la Communauté. Une initiative comme celle qui vient d'être proposée a certaines chances de réussir, si elle est préparée par une concertation avec les Britanniques et les Allemands, alors qu'elle n'en a aucune dans le cadre des réunions normales des ministres où le poids des habitudes prises, l'influence de la mécanique communautaire, et l'activisme des pays du Benelux – que Bonn et Londres hésitent à contrer – freinent les innovations⁴⁵.

158

C'est en effet grâce à la diplomatie au sommet que la question est réglée par la France, révélant un fonctionnement triangulaire qui utilise les rencontres au sommet, avant de présenter les conclusions au Conseil européen :

Lors du sommet franco-britannique de juin dernier, Giscard et Callaghan avaient envisagé l'élaboration d'un document commun sur la philosophie de l'Union européenne. Les Britanniques ne seront donc pas étonnés si, lors de la rencontre de Rambouillet, nous leur soumettons un projet, qui pourrait également être présenté à M. Genscher, lors de la visite du Premier ministre à Bonn le 26 novembre prochain, ou être adressé, avant cette date, par lettre personnelle du président au chancelier [...]. Il faut agir avant le CE⁴⁶.

D'autres formes de concertation : la trilatéralisation

Ce schéma est utilisé par exemple dans le cadre de la coopération dans les domaines de l'aéronautique et de l'armement. L'ambassadeur Nicholas Henderson s'est beaucoup investi dans le retour de la Grande-Bretagne dans Airbus Industrie, dont elle s'était désengagée en 1967⁴⁷, sujet qui l'occupera « pendant les six mois à venir⁴⁸ ». Il s'agit de choisir entre l'option américaine pour construire un avion moyen-courrier ou l'option franco-allemande pour construire une version réduite de l'Airbus. Les Allemands ont exigé qu'un groupe de travail présidé par les Britanniques réunisse les présidents des

44 La France propose, après avoir obtenu l'accord des Britanniques et des Allemands, de rédiger un texte court qui serait lu au Conseil européen le 29 novembre et mettrait fin aux débats sur la nature de la future Union européenne, dans un sens confédéral.

45 5 AG 3, carton 923, note du ministère des Affaires étrangères, 8 novembre 1976.

46 *Ibid.*

47 En 1967, le gouvernement britannique refuse de s'associer à la fabrication de l'Airbus A 300.

48 Nicholas Henderson, *Mandarin*, *op. cit.*, p. 153.

sociétés anglaise, allemande et française à Weybridge, à partir de l'été 1977⁴⁹. Parallèlement aux discussions entre industriels des trois pays, les ministres français et britannique des Transports se rencontrent à Paris le 22 mai 1978 ; le ministre allemand a rencontré la partie française le matin même. Il est donc bien question de négociation trilatérale. Les Allemands soutiennent la participation britannique, entraînant les Français vers la conclusion d'un accord en octobre 1978. Callaghan qualifie l'amitié franco-allemande de « pivot de la Communauté⁵⁰ ». Le règlement de certaines questions communautaires justifie bien cette expression. D'autre part, l'accord reflète le fonctionnement du triangle, en ce qu'il restaure une forme d'équilibre en Europe. Le président de la Société nationale industrielle aérospatiale juge ainsi le retour des Britanniques dans le programme européen : « Les industriels allemands déclarent viser une structure aéronautique européenne globale, ce qui, de mon point de vue, recouvre en fait une certaine tendance à vouloir équilibrer notre influence par un tiers dans le dialogue industriel franco-allemand. Le ministre allemand de l'Industrie, M. Grüner, est d'ailleurs très probritannique⁵¹. »

Le domaine de l'armement constitue un autre exemple de trilatéralisation. Alors que les années 1960 ont été marquées par une coopération franco-britannique riche, les projets communs se réduisent dans les années 1970 et celle-ci évolue vers une coopération trilatérale. Une première étape est franchie en 1976 : la Grande-Bretagne acquiert la licence du missile antichar franco-allemand MILAN et signe un accord tripartite sur les missiles antichars de troisième génération⁵². Puis, en novembre 1977, une réunion des ministres français, allemand et britannique de la Défense à Salon-de-Provence se conclut par cette déclaration : « Les ministres reconnaissent la valeur d'une consultation étroite et continue entre les trois pays pour améliorer l'efficacité du travail des douze pays membres⁵³. » Le Centre d'analyse et de prévision français envisage une consultation trilatérale sur les questions de défense en Europe. Les Britanniques s'y montrent favorables :

Les Français veulent des conversations informelles sur la défense et l'Europe. Ces conversations pourraient avoir lieu à Paris en janvier 1980. L'idée française est que ces conversations couvriraient non seulement les questions communautaires mais le problème de la défense européenne. Les Français espèrent que les Allemands viendront aussi et réunir ainsi un groupe tripartite⁵⁴.

49 5 AG 3, carton 996, François de Combret, 9 décembre 1977.

50 James Callaghan, *Time and Chance*, London, Politico's Publishing Co., 2006, p. 329.

51 5 AG 3, carton 996, lettre de J. Mitterrand à F. de Combret, 8 décembre 1977.

52 5 AG 3, carton 996, Jean-Pierre Dutet, note pour le président, 9 décembre 1977.

53 *Ibid.*

54 NA/FCO 30/4117, Braihwaite, Planning Staff, 10 octobre 1979.

Les négociations sur le système monétaire européen permettent également de voir fonctionner la concertation entre les trois pays à des échelons différents. L'Allemagne veut faire participer la Grande-Bretagne au nouveau système et le chancelier multiplie les démarches auprès de Callaghan pour le convaincre. Les travaux d'approche reflètent le fonctionnement des relations entre les trois pays : les conversations sont d'abord trilatérales et informelles. Le Premier ministre en témoigne : « Le 4 avril 1978, Giscard me téléphone pour me proposer de nous rencontrer à trois pour discuter des idées de Schmidt. Comme nous devons assister au Conseil européen de Copenhague le 8 avril, nous décidâmes d'un petit-déjeuner, tôt, à l'ambassade de France⁵⁵. » On retrouve ici le rôle du Conseil européen comme prétexte à des entretiens informels entre les trois grands pays de la Communauté. Callaghan poursuit en décrivant l'atmosphère intime de la réunion : « Alors que le soleil se levait et inondait la pièce, que nous buvions du café et dégustions des croissants, l'idée émergeait d'un petit Bretton Woods⁵⁶. » Ces entretiens sont relayés par des travaux en petit comité, avec des « sherpas » des trois pays tant que la Grande-Bretagne reste dans le jeu. Deux experts, Bernard Clappier, gouverneur de la Banque de France et Horst Schulmann, collaborateur de Schmidt aux Finances se rencontrent de manière informelle au printemps 1978, dans un premier temps avec le Britannique Ken Couzens, deuxième secrétaire permanent au Trésor, puis sans lui lorsque Callaghan refuse de poursuivre les travaux en juin 1978⁵⁷. Les Allemands ne sont pas les seuls à vouloir une participation britannique. Henri Froment-Meurice⁵⁸ indique que, parmi les experts qui suivent les travaux, Jean-Yves Haberer « souhait[e] éviter un tête-à-tête entre le franc et le mark » : « Il disait, et c'était un avis souvent partagé, qu'il fallait absolument que la Grande-Bretagne en soit⁵⁹. » Au sommet franco-allemand d'Aix-la-Chapelle en septembre 1978, le Premier ministre Raymond Barre lui aurait confié que la Grande-Bretagne ne pouvait « entrer tout de suite » mais qu'il ne fallait pas « la pousser ou la tenir dehors, [mais] l'associer »⁶⁰. De même, l'ambassadeur Henderson relate un entretien avec le porte-parole de l'Élysée, Pierre Hunt, au cours duquel ce dernier souligne les intérêts communs entre la France et la Grande-Bretagne sur la question du système monétaire européen. D'après lui, « Giscard lui-même veut que la Grande-Bretagne y entre. Les experts français pensent qu'il est très difficile de

55 James Callaghan, *Time and Chance*, *op. cit.*, p. 492.

56 *Ibid.*

57 Hélène Miard-Delacroix, *Partenaires de choix ?*, *op. cit.*, p. 187.

58 En mars 1975, Henri Froment-Meurice est nommé à la direction des Affaires Économiques et Monétaires où il restera jusqu'en mai 1979.

59 Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai. Mémoires (1945-1983)*, Paris, Fayard, coll. « Pour une histoire du xx^e siècle », 1998, p. 475.

60 *Ibid.*, p. 478.

maintenir un nouveau SME sans les Britanniques⁶¹ ». Et Henderson ajoute que « si les Britanniques rest[ent] dehors, le franc sera la cible à attaquer⁶² ». On constate donc une dynamique et une interaction entre les trois pays au sujet de l'union monétaire, même si finalement la Grande-Bretagne reste en dehors.

Les mutations des années 1970 justifient de plus en plus le fonctionnement d'un triangle Paris-Bonn-Londres. La crise économique, la compétition technologique et l'émergence de nouvelles puissances favorisent la concertation à trois. Les États-Unis, désireux de trouver en Europe des interlocuteurs soudés et capables d'affronter la crise économique mondiale, y sont favorables et y contribuent en partie.

UNE RELATION TRIANGULAIRE REVENDIQUÉE PAR LA GRANDE-BRETAGNE

Surmonter les obstacles

L'ambassadeur britannique à Paris, Sir Edward Tomkins, envoie à Londres un rapport sur la situation nouvelle créée par l'arrivée au pouvoir de Valéry Giscard d'Estaing, mettant l'accent sur le « changement de géométrie » qu'il faut prendre en compte. Il évoque, « depuis 1972, un triangle fonctionn[ant] dans la Communauté entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne⁶³ ». L'axe franco-britannique, établi à l'occasion des négociations d'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté sous l'impulsion de Georges Pompidou et Edward Heath, se caractérise plus par un concours de circonstances appuyé par le facteur humain que par une tendance lourde. Ce schéma risque donc d'être remis en question par le renouvellement des équipes dirigeantes en France comme en Allemagne et par la renégociation au Royaume-Uni. Tomkins fait remarquer que Pompidou ne s'était jamais bien entendu avec le chancelier allemand Willy Brandt, alors que « Giscard connaît bien Schmidt et pense qu'il peut faire des affaires avec lui⁶⁴ ». D'ailleurs, l'ambassadeur note que l'Allemand a téléphoné au Français « dès la victoire connue » et qu'ils ont décidé de se rencontrer le 31 mai. Les Britanniques sont donc inquiets et apparaissent comme demandeurs dans le fonctionnement de la relation triangulaire. En effet, le côté du triangle reliant la France et l'Allemagne promet d'être solide. Le Planning Staff en conclut que la Grande-Bretagne doit agir sur ses deux partenaires si elle veut jouer un rôle dans la structure : « Les Français eux-mêmes nous ont dit qu'ils ne considéraient pas que leurs relations avec l'Allemagne ne laissaient pas de place pour nous. Mais parce que nous en avons

61 NA/FCO 33/3455, Henderson à Palliser, 25 octobre 1978.

62 *Ibid.*

63 NA/FCO 30/2087, Tomkins, 29 mai 1974.

64 *Ibid.*

le plus besoin, ils jugent que c'est à nous de faire l'effort⁶⁵. » Le Foreign Office procède à un décompte des relations organisées au sommet entre le Premier ministre, le chancelier allemand et le président français. Ce calcul fait apparaître la faiblesse du côté franco-britannique. Puisqu'il y a déjà eu « deux rencontres entre Schmidt et Giscard et une entre Wilson et Schmidt, mais aucune entre Wilson et Giscard », le *private secretary* note, dès 1974, l'importance d'organiser rapidement un entretien entre Harold Wilson et Valéry Giscard d'Estaing, sans quoi il ne serait « pas possible de restaurer le triangle »⁶⁶. Cependant, les Britanniques sont freinés dans leur volonté de rapprochement avec la France par leurs hésitations à l'égard de l'Europe, qui se traduisent par la politique de renégociation et par le référendum sur l'adhésion. Le facteur européen apparaît à nouveau comme déterminant dans la stratégie britannique. C'est une fois que la question du référendum sur l'appartenance à la CEE est réglée que le Foreign Office prend l'initiative :

162

Nous soutenons la suggestion du Premier ministre d'organiser des rencontres avec Giscard et Schmidt. Cela viendrait à point nommé maintenant que le référendum est derrière nous, en particulier au vu de l'attitude conciliante que les deux dirigeants ont adoptée durant la renégociation. Ce serait une étape importante dans le développement de la relation triangulaire qu'il nous appartient d'établir dans notre intérêt⁶⁷.

Les Britanniques reconnaissent donc être demandeurs dans cette relation. L'étape décisive est celle de la mise en place des sommets entre la France et la Grande-Bretagne. C'est alors que la figure du triangle est particulièrement soulignée par les Britanniques. Le Premier ministre lui-même se réjouit auprès du chancelier allemand de la réussite de la visite d'État. Il l'informe qu'il a proposé au président de lui téléphoner après sa visite à Bonn, « peut-être dans une semaine ou deux ». Callaghan montre ici son désir de faire fonctionner le triangle en utilisant les méthodes utilisées dans la relation franco-allemande et en favorisant la communication entre les trois pays. La réponse du chancelier traduit sa volonté de favoriser le nouveau schéma :

Schmidt a dit qu'il était très content de tout cela, même s'il espérait que le Premier ministre n'attende pas si longtemps pour téléphoner : c'est devenu une habitude entre Giscard et Schmidt de se téléphoner régulièrement. Giscard pense que c'est indispensable pour la survie de la CEE qu'il y ait un lien fort

65 NA/FCO 33/2608, Wilkinson, 9 avril 1981.

66 NA/FCO 33/2663, Patrick Wright, *private secretary*, 5 juin 1975.

67 NA/FCO 33/2663, Patrick Wright, *private secretary*, 25 juin 1975.

entre France, RFA et Grande-Bretagne. Sans une bonne relation triangulaire, la CEE ne peut avancer⁶⁸.

La stratégie des sommets

La préparation du premier sommet, qui doit se tenir à Rambouillet en novembre 1976, est caractéristique de la volonté britannique d'équilibrer la relation triangulaire. Le ministre Anthony Crosland insiste sur l'importance de s'inspirer des méthodes qui régissent les relations franco-allemandes, au moment même où le schéma franco-britannique se met en place : « Le Premier ministre est d'accord avec Giscard pour un long tête-à-tête, sans officiels ni personne. Callaghan avait saisi l'occasion de faire la même chose avec Schmidt à Chequers récemment. Il faut faire pareil à Rambouillet, étant donné le précédent que cette visite va établir⁶⁹. » Cependant, les Britanniques constatent amèrement, sommet après sommet, que cette structure de concertation ne contribue que faiblement au fonctionnement équilibré de la relation triangulaire. Les rapports se succèdent au Foreign Office pour réfléchir aux meilleurs moyens de pallier le problème. Le chef de la diplomatie britannique Michael Palliser se dit frappé par un télégramme en provenance de Bonn, au sujet des sommets bisannuels germano-britanniques « qui ont établi une coutume, ce qui n'est pas du tout le cas pour les sommets franco-britanniques, et ne le sera peut-être jamais⁷⁰ ». Du côté de l'Allemagne, la question ne se pose pas de la même manière, les relations étant beaucoup plus faciles. Les Britanniques précisent bien que, dans le triangle Paris-Bonn-Londres, c'est le côté franco-britannique qu'il faut développer. Un rapport du Foreign Office sur les relations entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne insiste sur la solidité du schéma fondé sur l'organisation de deux sommets par an, avec beaucoup de contacts à un niveau élevé, et la conférence annuelle de Königswinter. Le rapport constate bien que « le relatif déclin de la Grande-Bretagne, associé à sa contribution décevante à la CEE, a amoindri son importance politique aux yeux des Allemands » mais ajoute que « la Grande-Bretagne reste un partenaire fidèle et sous un certain angle un partenaire vital », rappelant la présence de la troisième plus grande force de la région après les forces américaines et allemandes, associée au statut de puissance nucléaire et ayant des droits et responsabilités sur Berlin⁷¹. Au contraire, ce rapport insiste sur la faiblesse de la relation franco-britannique dans la figure du triangle, comparée à l'axe franco-allemand, « le plus structuré et développé

68 NA/PREM 16/1271, Palliser à Henderson, 23 juillet 1976.

69 NA/FCO 33/2893, télégramme n° 547, Crosland, 28 octobre 1976.

70 NA/FCO 30/3510, Palliser, 28 octobre 1977.

71 NA/FCO 33/3938, rapport du NA/FCO commandé par Gladstone, WED, 12 avril 1979.

[...], ce qui a conduit à un déséquilibre mauvais pour chacun des trois pays et pour l'Europe qui nécessite une base forte et stable⁷² ». La comparaison revient sans cesse pour critiquer la prépondérance du côté franco-allemand dans le schéma. Selon le rapport, il convient alors d'intensifier les relations bilatérales au sommet, en approfondissant le schéma mis en place par la déclaration de 1976, suite à la visite d'État du président français à Londres en juin. En effet, le voyage du président français avait été salué par la presse comme ayant permis de « rétablir la ligne Paris-Londres, seule à manquer au triangle⁷³ ». La visite d'État, conclue par la déclaration commune qui institue les sommets, devient un temps fort dans l'imaginaire britannique d'une entente idéale. En 1981 encore, le Cabinet Office prône une nouvelle déclaration dans l'esprit de celle de 1976, ou une réaffirmation de celle-ci⁷⁴. L'image du triangle est récurrente sous la plume des diplomates britanniques. L'ambassadeur à Paris s'inquiète de la « faiblesse britannique qui met le triangle européen en danger⁷⁵ ». Il suggère une action de remédiation pour « fortifier la place de la Grande-Bretagne dans le triangle européen⁷⁶ ». Des discussions sont prévues entre le ministre David Owen, l'ambassadeur Nicholas Henderson et le secrétaire privé Patrick Wright en octobre 1977 pour étudier les moyens d'améliorer la relation entre les trois pays. Les réactions des Britanniques alternent ainsi entre attitude offensive, défensive et attentisme. L'espoir que des circonstances extérieures modifient l'équilibre des forces en présence peut aussi placer les Britanniques en situation d'attente. Ils doivent se tenir prêts à toutes les éventualités, recommande le Foreign Office. Ainsi, le Planning Staff apporte un nouvel éclairage avec la perspective d'une victoire de la gauche en France lors des élections législatives de mars 1978, assurant que « les résultats des élections françaises pourraient avoir une portée considérable et entraîner un réalignement entre les trois pays⁷⁷ ». En effet, les Britanniques soulignent que Schmidt, bien que social-démocrate, ne soutient pas l'union de la gauche en France et s'inquiète de la stabilité politique future de la France. Or, le Parti travailliste n'est pas de cet avis et « Valéry Giscard d'Estaing le sait⁷⁸ ». C'est pourquoi le Planning Staff conseille de prendre les devants, de « coopérer le plus possible et d'avoir toujours à l'esprit que [les Britanniques sont] indispensables à la France comme à la RFA : à la RFA grâce à [leur] défense et à [leur] rôle dans la question allemande et à la France comme contrepois à la

72 *Ibid.*

73 Marc Ullmann, *L'Express*, 28 juin-4 juillet 1976.

74 NA/FCO 30/4118, Goodenough, Cabinet Office, 24 février 1981.

75 NA/FCO 30/3482, Furness, 13 septembre 1977.

76 NA/FCO 30/3482, Henderson, télégramme n° 738, 26 juillet 1977.

77 NA/FCO 30/3482, Planning Staff, Crowe, 19 août 1977.

78 *Ibid.*

puissance allemande en Europe⁷⁹ ». Les Britanniques soulignent que la marge de manœuvre du chancelier allemand est étroite car « les socialistes français ne seront pas tendres avec Schmidt si ce dernier manifeste trop clairement son espoir d'un échec aux élections l'an prochain⁸⁰ ». Il s'agit donc pour eux d'être vigilants sous peine d'être « exclus du triangle tant que [leurs] intentions ne seront pas plus claires⁸¹ », d'où leur volonté d'organiser très vite une rencontre au sommet. On le voit, les Britanniques sont donc à l'affût pour faire fonctionner la relation triangulaire qui, seule, leur permet de conserver une influence sur les affaires européennes. Tantôt en position défensive, lorsque les Français et les Allemands sont en position de force, ce qui rend la négociation délicate. Parfois en position d'attente, lorsqu'ils espèrent que des événements pourront jouer en leur faveur, telle l'élection de 1978 en France. Souvent, en position offensive, lorsqu'ils se sentent en position de force, par exemple avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979, ou parce que les relations franco-allemandes se distendent. Mais toujours, comme le souligne Jean-Marie Soutou, en jouant un jeu très habile au sein de la Communauté. Ce dernier explique comment les Britanniques ont modifié le fonctionnement du triangle au sein de l'Europe, de manière presque imperceptible :

L'habileté des Anglais est très grande, ils ont adopté une attitude efficace. Et je sens bien qu'ils n'attendent que l'occasion pour dénoncer une certaine arrogance qui peut s'exprimer du côté du couple franco-allemand. Ils ont d'ailleurs choisi, ce qui est d'une habileté absolument consommée, comme représentant permanent, Michael Palliser⁸², le gendre de Spaak, qui ne fait pas partie des eurosceptiques de Londres⁸³.

Comment les Français jugent-ils les tentatives britanniques pour faire fonctionner le triangle ? Le président français dresse un bilan neutre de l'action de la Grande-Bretagne dans le triangle, au niveau de la construction européenne : « Avec les Allemands, on avançait, avec ou sans les Anglais⁸⁴. » Leur position de demandeurs pouvait même parfois servir les intérêts de l'Europe. Les Britanniques en effet, pour rester dans la course, ne peuvent se permettre d'ignorer les initiatives franco-germaniques. C'est le constat que fait l'ambassadeur français à Londres, Jean Sauvagnargues en 1979 :

79 *Ibid.*

80 *Ibid.*

81 *Ibid.*

82 Michael Palliser occupera la fonction d'ambassadeur et représentant permanent du Royaume-Uni à la CEE de 1973 à 1975.

83 Jean-Marie Soutou, *Un diplomate engagé. Mémoires (1939-1979)*, op. cit., p. 492.

84 Valéry Giscard d'Estaing, entretien du 20 septembre 2012.

Il faut s'attendre à ce que Thatcher bloque toute tentative menée en dehors d'elle pour progresser à partir d'un noyau franco-allemand. Ses propos sur le triangle Paris-Bonn-Londres constituent un élément plutôt positif finalement pour ce qui concerne la participation de la Grande-Bretagne à l'effort d'organisation de l'Europe. Le Royaume-Uni n'acceptera jamais d'être relégué en deuxième division de l'Europe mais il devra faire les efforts et concessions nécessaires pour ne pas être trop à la traîne du couple franco-allemand⁸⁵.

Une application concrète des derniers propos de l'ambassadeur peut être trouvée dans la mesure que le Premier ministre prend en juillet 1979, concernant le système monétaire européen. Le gouvernement conservateur de Thatcher a décidé de déposer au Fonds européen de coopération monétaire 20 % de ses avoirs de change contre remise d'ECU. Ce dépôt était, dans le cas du Royaume-Uni, facultatif. Les Français y voient donc « un geste politique d'ouverture à l'égard de la Communauté⁸⁶ ». La presse britannique souligne bien les dangers de rester en dehors de l'union monétaire et utilise le même vocabulaire et les mêmes arguments que Sauvagnargues, annonçant que « si la Grande-Bretagne n'adhère pas au plan franco-germanique elle sera reléguée dans la ligue européenne junior avec les pays méditerranéens les moins nantis⁸⁷ ». Elle estime que « le plan franco-allemand n'est pas idéal, mais si la Grande-Bretagne reste à l'écart, on y verra l'absence de volonté de stopper l'inflation et le long déclin⁸⁸ » dont elle est victime. La position de demandeurs des Britanniques traduit leur intérêt bien compris de s'insérer dans le jeu communautaire. C'est l'analyse que fait l'ambassadeur Henderson de la politique menée par Callaghan : « Giscard est par nature enclin à nous voir plus comme rivaux que comme partenaires. Plus le rôle de Londres est petit, plus la place de Paris est grande. Je suis sûr que Callaghan ne veut pas rester sur la touche, d'où son soutien à la participation d'Airbus et d'où la possibilité de rejoindre plus tard le système monétaire européen⁸⁹. »

85 ADMAE, carton 4435, télégramme n° 589 de Sauvagnargues, 12 septembre 1980.

86 ADMAE, carton 4436, note du ministère de l'Économie, 14 novembre 1979.

87 ADMAE, carton 4436, *Daily Telegraph*, 18 avril 1978.

88 *Ibid.*

89 Nicholas Henderson, *Mandarin*, *op. cit.*, p. 213.

Annexes

ENTRETIEN
AVEC LE PRÉSIDENT VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE JEUDI 20 SEPTEMBRE 2012

Paris, rue Bénouville (xvi^e arrondissement)

Parmi les Premiers ministres britanniques qui se succèdent au cours de votre septennat, Harold Wilson, James Callaghan puis Margaret Thatcher, avec lequel avez-vous le plus facilement négocié ?

Wilson était difficile et déplaisant, mauvais humainement. Les réunions européennes étaient difficiles avec lui. Il était en fin de règne. Il ne cherchait pas à améliorer les relations.

Callaghan était pro-européen, ou plutôt intéressé par l'Europe. Il était courtois, cherchant à améliorer les relations.

Les relations étaient difficiles avec Thatcher. Elle voulait constamment affirmer sa supériorité, surtout la supériorité des femmes sur les hommes. C'était son caractère : elle voyait les négociations comme une bataille, avec vainqueurs et vaincus. Donc, ce qui était déplaisant, c'est qu'après une négociation dans laquelle tout le monde y avait trouvé son compte, elle affirmait publiquement avoir gagné sur les autres.

Pour le président, les deux pays les plus semblables sont le Royaume-Uni et la France :

Tradition monarchique, même culture intellectuelle, vieille démocratie, similitudes au niveau social, pays ayant eu un empire colonial et donc des responsabilités mondiales.

Mais les Britanniques ne voulaient pas d'une union contraignante (sauf peut-être Edward Heath).

Quels étaient les sujets les plus délicats que vous aviez à traiter avec les Britanniques ?

Pendant son mandat, deux moments importants de négociations :

Négociations monétaires (Jenkins, Callaghan). Callaghan n'y était pas complètement opposé mais n'a pas participé.

Négociations avec les États-Unis en matière de défense (euromissiles/SS 20). À la conférence de la Guadeloupe, Callaghan s'est montré très coopératif.

Il y a eu aussi l'affaire Thatcher, l'affaire irritante de son « I want my money back ». La situation était en trompe l'œil car d'apparence le Royaume-Uni était en déficit avec la CEE, à cause de ses droits de douane. C'était une période de tension, Thatcher avait un ton désagréable.

La France a-t-elle imposé ses vues au Royaume-Uni ?

Il n'y avait pas trop de contradiction entre les objectifs des deux pays. La France traitait plutôt de la construction européenne avec l'Allemagne et des affaires mondiales avec les Britanniques.

Qui a eu l'idée des rencontres régulières entre chefs d'État et de gouvernement et ministres français et britanniques (les sommets franco-britanniques) ?

310

C'était une idée de Pompidou. C'était une bonne idée, même s'il n'y avait pas de substance très intense, c'étaient des occasions de parler. C'étaient des rencontres plus détendues, moins formelles qu'avec les Allemands. Souvent, on choisissait des lieux avec des possibilités de détente (Rambouillet, la maison de campagne du Premier ministre britannique). Il n'y avait pas de conflit car chacun savait ce que voulait l'autre (par exemple l'accord monétaire européen en 1978). Vis-à-vis de la construction européenne, les Britanniques freinent mais veulent en être.

Le président français souligne qu'il apprécie la diplomatie britannique car elle a deux qualités principales :

Rapidité de circulation de l'information ; aisance de la mise en commun des informations (entre services).

Il conclut :

C'est une diplomatie très rapide.

La visite d'État de juin 1976 a été décrite à l'époque comme marquant un tournant historique dans les relations franco-britanniques. Qu'en avez-vous pensé à l'époque ? Et dans les années qui suivirent ?

Cette visite fut merveilleuse, avec un temps caniculaire. J'avais beaucoup de considération, de sympathie, pour la reine. Nous avons exactement le même âge, ce qui nous rapproche, crée des liens. Roy Jenkins, ministre de l'Intérieur, a tout organisé. C'est une visite sans grande portée. Il y eut un seul moment pénible : le discours à la Chambre, car tout le monde s'attendait à ce que je parle mal anglais. Avec la reine, nous avons échangé des cadeaux lors du dîner à Buckingham. Je vous livre une anecdote : l'ambassadeur britannique en France m'a demandé ce qui me ferait plaisir. Je ne savais pas trop quoi dire ; le montant

du plafond autorisé pour les cadeaux d'État était d'environ cinq mille francs. Je finis par demander un chien. Ce chien viendra d'une portée d'une chienne de la reine. Après Londres, la visite d'État s'est poursuivie en Écosse avec un dîner au château royal à Édimbourg dans une ambiance détendue.

Par rapport à vos prédécesseurs, avez-vous insufflé un changement avec le Royaume-Uni ?

Il n'y avait pas de contentieux (Pompidou avait permis au Royaume-Uni de rentrer dans la CEE) mais de la distance. (Pompidou n'aimait pas l'Allemagne.) Avec lui, l'ambiance se réchauffe.

Quels moyens utilisiez-vous pour communiquer avec le Royaume-Uni ?

Peu le téléphone, ce qui faisait une grande différence avec Helmut Schmidt, mais c'est logique car la France et la RFA s'étaient engagées à se consulter et à ne pas afficher de position différente, il fallait donc constamment se parler. Il n'y avait pas besoin de communiquer beaucoup car il y avait peu d'objectifs communs. La voie diplomatique classique était utilisée.

Jean François-Poncet était le plus anglophile de mes ministres des Affaires étrangères. J'avais de bonnes relations avec Henderson, mais avec ses prédécesseurs aussi. Les ambassadeurs britanniques avaient toujours quelque chose qui les rattachait à la France (une femme, une résidence secondaire...), ce qui facilitait les conversations.

Le Conseil franco-britannique avait peu ou pas d'influence.

Les Britanniques étaient-ils plus antisoviétiques que vous ?

Le président ne répond pas de manière tranchée :

Idéologiquement, c'est assez difficile à dire : Peut-être un peu plus. Il y avait un débat à l'ONU sur le désarmement et des propositions sur les moyens de contrôle. J'ai fait des propositions au niveau européen. Le Royaume-Uni n'était pas enthousiaste à cause de ses liens avec les États-Unis.

Comment fonctionnait le triangle Paris-Londres-Bonn ?

C'est une idée qui n'est pas pertinente, elle ne fonctionne pas. Ce n'est pas un triangle. Les relations avec le Royaume-Uni et la RFA étaient de même niveau mais sur des sujets différents : avec le Royaume-Uni, le monde ; avec la RFA, l'Europe, l'intégration.

Y a-t-il eu un Premier ministre britannique « européen » ?

Edward Heath autant que nous, décidé à aller aussi loin que nous.

Après lui, personne, même s'ils sont « soft » sur la construction européenne. Jenkins était favorable à un meilleur fonctionnement, une meilleure organisation de la CEE. Jenkins était hostile au système monétaire européen (à cause de la livre, de la politique active de la Banque d'Angleterre).

Sur la politique énergétique :

Il n'y avait pas de différences. Il y a eu une réunion du G7 à Londres sur les quotas d'achat de pétrole. La France et le Royaume-Uni étaient dans des situations différentes car le Royaume-Uni était producteur. Mais il n'y avait pas d'oppositions.

Sur l'Afrique :

Il n'y avait pas de conflit à propos des relations à avoir avec la Rhodésie ou l'Afrique du Sud car c'est clairement la zone d'influence britannique. Les deux pays avaient la même position sur l'apartheid, une position « prudente » pour qu'elle se termine sans engendrer le chaos.

312

Avez-vous été plus anglophile que vos prédécesseurs ?

Oui, je lis en anglais tous les soirs. Ma femme est de culture anglaise. Je ne lis le matin que des journaux de langue anglaise. Dans les négociations, je parlais anglais. Sauf quand les négociations étaient serrées ou techniques, je parlais français et je me faisais traduire car chaque mot compte à ce moment-là.

Y-avait-il des tensions, des conflits entre l'Élysée et le Quai d'Orsay ?

Non, il y avait une bonne communication. Louis de Guiringaud était très anglophile.

Sur le nucléaire :

Il n'y a pas eu de coopération nucléaire avec le Royaume-Uni car les Britanniques dépendaient totalement des États-Unis et la France avait fait le choix de l'indépendance totale. Il n'y a eu aucune volonté de la France ou du Royaume-Uni pour un projet européen sur ce sujet.

Sur l'aéronautique :

Dans le domaine de l'espace, les Britanniques se sont impliqués mais n'ont pas beaucoup participé. Sur Airbus, le projet était franco-allemand à la base ; il a fallu faire une place au Royaume-Uni et donc déterminer la part des avions à réaliser par eux (15 % dans le système).

Les questions agricoles ont-elles gêné les relations franco-britanniques ?

Oui, car ils trouvaient que la PAC coûtait trop cher, même s'ils en profitaient aussi. Il y avait un désaccord permanent. Ils remettaient ça sur la table chaque année au moment du vote du budget alors que la France voulait l'application simple du traité.

Y a-t-il eu un rapprochement britannique vers l'Europe à cause de la diminution de la relation spéciale avec les États-Unis ?

C'est difficile à dire. Il faudrait demander aux Britanniques. Je pense qu'à terme, les Britanniques rejoindront l'Europe sur la monnaie (dans une quarantaine d'années) car les États-Unis vont s'éloigner de plus en plus du modèle anglo-saxon et donc le Royaume-Uni sera amené à se rapprocher de l'Europe.

Les Britanniques avaient-ils une vision de l'Europe dans les années 1970 ?

Non, même Churchill n'en avait pas. À la rigueur peut-être Heath.

Remarques sur les acteurs de l'époque :

Gabriel Robin était très loyal, même s'il était assez « anti-OTAN » et de culture gaulliste. Claude Pierre-Brossolette, à l'époque secrétaire général de l'Élysée, ne s'occupait que des affaires internationales. Je le voyais tous les jours. Il recevait les ambassadeurs. Il traitait les télégrammes à me présenter. Il avait un bureau au même étage que moi.

DISCOURS DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING
AU PARLEMENT LE 23 JUIN 1976

Monsieur le Lord chancelier, Monsieur le speaker, je vous remercie des paroles que vous venez de prononcer pour m'accueillir dans ce palais de Westminster qui est, pour le peuple britannique, un haut lieu de son histoire et de ses institutions, et qui demeure pour le monde entier, et pour nous autres Français, le symbole d'une réussite inégalée dans l'art, pour les hommes libres, de se gouverner eux-mêmes. Parmi les vertus de votre Parlement, celle qui me paraît la plus digne d'admiration est la capacité qu'il a montrée, à chaque époque, de s'adapter aux temps nouveaux. Son rôle, sa composition, son équilibre interne se sont constamment modifiés depuis ses origines. Né d'une réaction de résistance à l'arbitraire du pouvoir, il s'est fait l'éducateur de la démocratie avant de s'en faire l'expression. Il a ouvert progressivement ses rangs à toutes les classes de la nation, et a toujours été assez sage pour consentir à temps aux réformes nécessaires. Il n'est pas étonnant que la nation britannique lui garde sa confiance. C'est à lui qu'elle doit, pour une large part, d'avoir traversé les siècles, comme ces navigateurs assez habiles pour tirer parti des vents contraires aussi bien que des vents favorables. Cette aptitude à s'adapter sans cesser d'être soi-même, cette faculté d'accepter le changement sans perdre la continuité sont les signes qui distinguent la vigueur des institutions. Elles sont aussi la marque des peuples forts. Si j'en parle aujourd'hui, c'est qu'elles me paraissent également nécessaires à nos deux pays pour s'adapter à une autre époque sur laquelle souffle ce que l'un de vos anciens Premiers ministres a appelé avec justesse le vent du changement. Or, ce vent, pour une fois, il ne souffle pas au travers de la Manche, d'un de nos pays vers l'autre, il vient de l'extérieur, et au lieu de nous éloigner, il nous rapproche. On peut parler sans fin des rapports de la Grande-Bretagne et de la France. On est sûr de faire sourire en évoquant l'histoire de cette très ancienne amitié, vaguement entrecoupée de huit siècles de rivalités et de guerre. Au xvi^e siècle, votre poète Philip Sidney en donnait la meilleure définition : « *That sweet enemy, France* ». Je noterai seulement que ce long antagonisme est pratiquement inséparable de la formation de nos personnalités historiques, et de même que l'adolescent se forme par antagonisme, de même les plus anciens États historiques d'Europe, je veux dire la France et la Grande-Bretagne, se sont largement constitués en s'opposant, ce qui est d'ailleurs une façon de s'appuyer l'un sur l'autre. Je n'abuserai pas de ce thème bien connu, si ce n'est pour vous

dire ceci : les motifs qui ont été à l'origine de la rivalité séculaire de nos deux pays sont ceux qui nous invitent aujourd'hui puissamment à nous rapprocher et à nous entendre. Je veux dire : le voisinage et la similitude de nos ambitions.

Le voisinage vient de prendre une forme organisée : celle de notre participation, pour la première fois dans notre histoire, à une même institution : la Communauté économique européenne. Depuis l'ouverture de la négociation d'adhésion en 1970, jusqu'au référendum de 1975, la Grande-Bretagne a annoncé, puis confirmé son choix historique. La France qui s'était interrogée, vous le savez, sur le sens de votre volonté, se réjouit d'être désormais votre partenaire. Depuis treize ans, nous avons dialogué des deux côtés de la porte, ce qui explique d'une part que nous nous soyons relativement peu rencontrés, et d'autre part que nous ne nous soyons pas toujours compris. Aujourd'hui, les données sont différentes. Nous souhaitons avoir avec vous des rapports aussi actifs et aussi confiants que ceux que nous entretenons avec nos premiers partenaires du Marché commun. Aussi, je souhaite que nous convenions d'organiser, avec votre Premier ministre, une rencontre annuelle régulière de nos deux gouvernements. Celle-ci serait complétée par un calendrier de consultations politiques, au niveau des ministres des Affaires étrangères, et des réunions appropriées de hauts fonctionnaires. Au sein de la Communauté, nous devons accroître nos relations bilatérales. Respectables mais insuffisantes sur le plan du commerce, prestigieuses, grâce au Concorde, mais limitées sur le plan industriel et technologique, nous devons faire plus et mieux. Je souhaite que nos gouvernements recherchent, avant leur prochaine rencontre, des domaines précis de haute technologie et des perspectives commerciales favorables où nous puissions associer nos efforts. La similitude de nos ambitions, source de nos anciennes rivalités, puisque nous voulions faire la même chose, mais l'accomplir à la place de l'autre, peut contribuer au progrès de l'Europe sur deux plans : l'organisation de l'Europe, et la définition de son rôle international. Le débat est ouvert, entre les membres de notre communauté, sur la manière d'organiser l'Europe. C'est un débat nécessaire. En son absence, nous prendrions des décisions dispersées, sans conception d'ensemble. Nous accumulerions des règlements et des administrations dont notre continent est suffisamment pourvu. Mais c'est un débat difficile parce qu'il a été longtemps obscurci et passionné par des querelles de doctrine. Aujourd'hui, après vingt-cinq ans d'une première expérience, nous devrions l'aborder dans le réalisme et la sécurité.

Aucun de nos États ne détient à lui seul une vérité que nous devons, au contraire, rechercher ensemble. C'est un fait, cependant que la longue expérience historique de la Grande-Bretagne et de la France peut être utile à cette recherche. Cette expérience montre que les mécanismes comptent moins que la volonté politique. La Grande-Bretagne s'est passée de Constitution

depuis les origines, la France en a usé un grand nombre, exemples différents, même leçon : l'organisation d'une nation se décrète moins par un traité qu'elle ne se définit progressivement par ses actes. C'est en réunissant l'action de nos gouvernements et en les faisant agir ensemble que nous forgerons notre unité européenne. L'Europe n'a pas jusqu'à présent de réalité politique mondiale. Elle participe assurément à des négociations commerciales et monétaires. Elle contribue largement à certains organismes de développement. Mais sur le plan politique, celui ou se forme, au travers des luttes ou dans la proposition idéologique le destin des peuples, l'Europe est absente ou muette. Nous le savons bien, nous qui avons été conduits par la force de nos ambitions, et par la diversité de nos intérêts, vous plus encore que nous, à participer à tous les problèmes du monde. Puis-je vous dire l'impression profonde que m'a fait, il y a trois ans, le premier trajet qui m'a conduit de Malaisie en Inde, puis au Moyen-Orient, et que j'y ai découvert l'immense capacité de travail et d'organisation que vous avez déployée sur la plus vaste partie du monde. Nous avons renoncé ensemble aux empires et aux impérialismes. Mais nous en avons gardé un intérêt pour les grands problèmes de notre univers et un réseau d'amitié qui nous y associe. Il me paraît utile que nous travaillions ensemble, avec nos partenaires, à donner une présence politique internationale à l'Europe, présence pacifique mais forte d'une expérience qui peut contribuer à dénouer les crises, à réduire les tensions, et à exprimer la vitalité des institutions démocratiques.

Monsieur le Lord chancelier, Monsieur le speaker, il ne suffit pas que je vous rende visite pour m'imaginer que nous traversons une circonstance historique. Et pourtant, voici que je suis le premier chef d'État français à être reçu au Parlement britannique depuis que nous faisons partie d'une même organisation. Les Plantagenêts, les Tudors, Charles VI et Charles VII, Henri VIII et François I^{er}, Napoléon, Pitt et Wellington, verraient-ils dans cette réunion la ruine ou la consécration de leurs efforts ? Chercheraient-ils à vaincre ou à s'unir ? Puisque nous voici ensemble, je souhaite que nous apportions une même contribution à l'organisation de l'Europe, faite de nos souvenirs et de notre expérience. Je souhaite que nos deux vieux pays se réjouissent d'entrer dans une époque où ils pourront, sans arrière-pensées, réaliser leur ancienne idée de se rapprocher, de se comprendre et sans doute de s'unir¹.

1 Ce discours est disponible en ligne : <http://discours.vie-publique.fr/notices/767013900.html>.

ANNEXE 3

DÉCLARATION COMMUNE DU 24 JUIN 1976

En anglais. Source : NA/ FO 33/2885

TABLEAU SYNOPTIQUE DES RÉUNIONS :
FRANCE, ROYAUME-UNI, ALLEMAGNE, CE, G7

Les échelles de négociations			
Présidence des Communautés	Type de réunions	Lieu	Date
Luxembourg	Visite d'État	Londres	22-25 juin
	G7	San Juan (Porto Rico, États-Unis)	27-28 juin
Pays-Bas	Sommet franco-allemand	Hambourg	5-6 juillet
	CE	Bruxelles	12-13 juillet
	Sommet franco-britannique	Rambouillet	11-12 novembre
	CE	La Haye	29-30 novembre
Royaume-Uni	Sommet franco-allemand	Paris	3-4 février
	G7	Londres	7-8 mai
	Sommet franco-allemand	Bonn	16-17 juin
Belgique	CE	Bruxelles	5-6 décembre
	Sommet franco-britannique	Chequers	12-13 décembre
Danemark	Sommet franco-allemand	Paris	6-7 février
	CE	Copenhague	7-8 avril
Allemagne	CE	Brême	6-7 juillet
	G7	Bonn	16-17 juillet
	Sommet franco-allemand	Aix-la-Chapelle	14-15 septembre
	Sommet franco-britannique	Paris	24 novembre
	CE	Bruxelles	4-5 décembre
France	Conférence de la Guadeloupe		5 janvier
	Sommet franco-allemand	Paris	20-22 février
	CE	Paris	12-13 mars
	Visite de Thatcher	Paris	5 juin
	CE	Strasbourg	21-22 juin
	G7	Tokyo	28-29 juin
Irlande	Sommet franco-allemand	Bonn	1-2 octobre
	Sommet franco-britannique	Londres	19-20 novembre
	CE	Dublin	29-30 novembre
Italie	Sommet franco-allemand	Paris	4-5 février
	CE	Venise	12-13 juin
	G7	Venise	22-23 juin
Luxembourg	Sommet franco-allemand	Bonn	10-11 juillet
	Sommet franco-britannique	Paris	19 septembre
	CE	Luxembourg	1-2 décembre
Pays-Bas	Sommet franco-allemand	Paris	5-6 février
	CE	Maastricht	23-24 mars

TABLEAU SYNOPTIQUE DES ENJEUX

Enjeux croisés dans les échelles de négociation				
Présidence des Communautés	Type de réunion	Lieu	Date	Enjeux croisés
Luxembourg	Visite d'État	Londres	22-25 juin	Déclaration commune: nouvelle coopération, dans une perspective européenne pour agir sur les orientations mondiales
	G7	San Juan (Porto Rico, États Unis)	27-28 juin	Stabilité monétaire Économie d'énergie Libéralisme Dialogue Nord Sud
Pays-Bas	CE	Bruxelles	12-13 juillet	Convergence des politiques économiques Interdépendance
	Sommet franco-britannique	Rambouillet	11-12 novembre	Crise (industries traditionnelles) Concurrence du Japon Importations de pétrole Relations Est-Ouest
	CE	La Haye	29-30 novembre	Relations avec le Japon CCEI Commerce international
Royaume-Uni	G7	Londres	7-8 mai	Stabilité monétaire Économie d'énergie Libéralisme Dialogue Nord Sud
Belgique	CE	Bruxelles	5-6 décembre	Solidarité monétaire Détérioration des relations commerciales (Japon) Relations Est-Ouest
	Sommet franco-britannique	Chequers	12-13 décembre	Problèmes commerciaux internationaux Comité de Coopération industrielle (CCI) Énergie SALT
Danemark	CE	Copenhague	7-8 avril	Relance de l'économie mondiale : stratégie communautaire Croissance des échanges mondiaux Relations avec Japon
Allemagne	CE	Brême	6-7 juillet	SME Énergie Dialogue Nord-Sud
	G7	Bonn	16-17 juillet	Réduction de la dépendance énergétique Libéralisation Intégration des PED

1976

1977

1978

Enjeux croisés dans les échelles de négociation

Présidence des Communautés	Type de réunion	Lieu	Date	Enjeux croisés	
Allemagne	Sommet franco-britannique	Paris	24 novembre	SME NCM Coopération industrielle Détente	1978
	CE	Bruxelles	4-5 décembre	SME : effet stabilisateur sur l'économie mondiale Relations Est-Ouest	
France	Conférence de la Guadeloupe		5 janvier	Relations Est-Ouest SALT	1979
	CE	Paris	12-13 mars	Coordination des politiques économiques Énergie Japon	
	Visite de Thatcher	Paris	5 juin	Énergie SME Conjoncture mondiale	
	CE	Strasbourg	21-22 juin	SME Japon Énergie	
	G7	Tokyo	28-29 juin	Stratégie énergétique commune Plafond d'importations pétrolières Renforcer le GATT Relations Nord-Sud Lutter contre l'inflation	
Irlande	Sommet franco-britannique	Londres	19-20 novembre	Pétrole : dialogue producteurs-consommateurs SME Détente	1980
	CE	Dublin	29-30 novembre	Convergence des économies Politique énergétique Pétrole : dialogue producteurs-consommateurs	
Italie	CE	Venise	12-13 juin	Coopération avec PED Crise économique Énergie	1981
	G7	Venise	22-23 juin	Équilibre à trouver entre approvisionnement et demande d'énergie Relations avec PED Inflation	
Luxembourg	Sommet franco-britannique	Paris	19 septembre	Énergie Industrie Relations Est-Ouest	1981
	CE	Luxembourg	1-2 décembre	Inflation SME : contribution à un nouvel ordre monétaire Innovation et recherche Commerce international	
Pays-Bas	CE	Maastricht	23-24 mars	Politique monétaire : intensifier le dialogue avec États-Unis Restructuration de la sidérurgie Relations Nord-Sud	1981

LES ENJEUX DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE DANS LES SOMMETS

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing				
Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques	
Coopération économique bilatérale :				
11-12 novembre 1976 Rambouillet	Industrie :			
	Armement.			
	Aéronautique : avion européen à cent places	Engagement renforcé sur la coopération européenne	Prix plancher du pétrole importé (MSP)	
	Sidérurgie : crise, concurrence japonaise	Pétrole : contrats d'exploitation	Coopération à Superphénix	
	Automobile, chantiers navals, électricité	Collecteur pour le gaz		
	Énergie :			
	Nucléaire			
	Pétrole, gaz			
	Questions communautaires :			
	Énergie			
Pêche				
PAC	Politique énergétique commune UEM	Maintien des MCM		
Approfondissement et élargissement		Coopération politique		
Élections directes du Parlement européen				
Coopération bilatérale :				
12-13 décembre 1977 Chequers	Consultations périodiques entre experts économiques et Comité de coopération industrielle (CCI)			
	Armement : avion de combat tactique; coopération trilatérale			
	Énergie : achats français d'électricité en Grande- Bretagne par câble transmanche	Prépondérance franco- allemande dans Airbus Industrie	Rôle majeur pour la Grande-Bretagne	
	Industrie : aéronautique (avion civil 160 places)			
	Coopération culturelle :			
	échanges, conseil franco- britannique			

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing

Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques
12-13 décembre 1977 Chequers	Questions communautaires : Énergie Pêche Aéronautique Situation monétaire PAC Élargissement : Grèce, Portugal, Espagne Défense : GEIP ; garantie nucléaire franco-britannique pour l'Europe ?	Réforme d'Euratom	
	Questions multilatérales : Afrique : Zaïre, Rhodésie Commerce (NCM) SALT et sécurité européenne (missiles de croisière)	« Croissance ordonnée des échanges » Question américano-soviétique	Forum euro-stratégique
24 novembre 1978 Paris	Questions bilatérales : Coopération industrielle		Promouvoir le CCI
	Questions communautaires : Comité des Trois Sages Avenir de l'Europe à la veille de l'élection au suffrage direct Union économique et monétaire (UEM)	Composition et mandat des « trois sages » SME	
	Questions multilatérales : Détente et relations Est-Ouest Désarmement Moyen-Orient Afrique	Conférence européenne sur le désarmement	
19-20 novembre 1979 Londres	Questions bilatérales : Pétrole Nucléaire civil Nucléaire militaire Câble transmanche	Participation à l'exploration off-shore	Coopération avec Framatome
	Questions communautaires : Pétrole : répartition par pays des importations : dialogue producteurs-consommateurs Budget Mouton SME Désarmement	Budget, mouton : questions à traiter au CE uniquement	Budget : assurer les positions britanniques avant le CE de Dublin SME : attendre la stabilisation de la livre après la suppression du contrôle des changes
	Questions mondiales : Pétrole Afrique : Rhodésie, Afrique du Sud Pétrole : forum spécial Place de la France et de la Grande-Bretagne dans le monde Détente	Dialogue producteurs-consommateurs	Afrique : Obtenir le soutien de la France

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing			
Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques
19 septembre 1980 Paris	Coopération bilatérale :		Libéralisme économique
	Industrie	Baisse des prix du pétrole britannique	Modernisation de la force de dissuasion
	Pétrole		Relance du programme nucléaire
	Nucléaire		
	Questions communautaires :		
Pêche	Budget : à réserver au cadre communautaire		
Mouton			
Beurre néo-zélandais			
Sucre			
	Budget		
Questions mondiales :			Position très ferme à l'égard de l'URSS
	Relations Est-Ouest		

ENTRETIEN
 AVEC LE PRÉSIDENT VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
 LE MERCREDI 22 NOVEMBRE 2017

Paris, rue de Bénouville (xvi^e arrondissement)

Les relations franco-britanniques apparaissent comme une série d'occasions manquées. Vous avez lancé beaucoup d'initiatives, les Britanniques relèvent la présence d'une vision de l'Europe qui n'existe pas chez eux. Dans les archives britanniques on trouve pour vous désigner le terme « *The idea's man* ». Tout était-il joué dès le début ?

Les Britanniques ont une vision de l'Europe en fait. Ce n'est pas une vision très explicite (donc pas dans les discours). C'est plutôt une espèce de culture. C'est cette vision que j'ai pu observer : d'une part, ils n'aiment pas le continent européen et ne le respectent pas. Ils considèrent que par rapport à eux, à l'éducation, aux différences culturelles, aux bonnes manières... l'Europe est en-dessous d'eux. Et donc, ils veulent bien avoir des relations avec l'Europe, mais ils ne pensent pas qu'ils en font partie. Ils n'ont pas participé aux avancées européennes : Schengen, l'euro, Maastricht... Tout cela vient de leur culture collective, c'est profond en eux.

Depuis dix ans, ils sont de moins en moins européens à cause de leur problème central : l'immigration, qu'ils ont pourtant voulue au départ. Souhaitée pour la main d'œuvre, elle est devenue excessive. Ils ont donc cherché à la limiter. Dès ce moment se répand une campagne selon laquelle l'Union européenne était une prison : on pouvait y entrer mais l'on ne pouvait pas en sortir. J'ai voulu y répondre en rédigeant moi-même un article sur la sortie de l'Union. Cet article est intégré dans le traité de Lisbonne. C'est un article assez simple, qui devrait rendre beaucoup moins compliquée la sortie. Les négociations sont aujourd'hui trop longues, trop compliquées à cause de la Commission. Il y a un problème difficile, et un seul c'est le problème financier.

Avez-vous cru pendant votre septennat que les Britanniques allaient jouer le jeu finalement ? Quand vous avez mené les négociations sur le système monétaire européen par exemple, vous avez laissé la porte ouverte pour que les Britanniques puissent le rejoindre plus tard. Y avez-vous cru ?

Non. Il y a une différence entre espérer et croire. Normalement, comme nous sommes le plus petit continent (face à l'Amérique du Nord, la Chine), il faut

que tout le monde soit ensemble. À propos de l'intégration monétaire, peut-être y arriverait-on un jour, mais j'étais très sceptique.

Dans les années 1970, l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE était vue en France comme une chance pour l'Europe ; Jean-Marie Soutou pose la question : « Que pourra être une Europe sans l'Angleterre ? » L'adhésion devait permettre d'accroître le poids de l'Europe dans le monde. Cela a-t-il été le cas selon vous ?

Il n'y a pas de réponse catégorique. La Grande-Bretagne avait une image de solitude, avec une démarche particulière. Par exemple, pour l'entrée de la Turquie, alors que certains pays y étaient opposés, les Britanniques ont multiplié les démarches en faveur de cette entrée. Dans les relations euro-américaines, l'aspect positif était que la Grande-Bretagne était du côté européen dans les négociations, en dépit de sa relation spéciale avec les États-Unis. Le jeu n'était pas faussé ici.

332

La Grande-Bretagne était un obstacle à l'intégration européenne dans un certain nombre de domaines, notamment la défense. Durant votre septennat, avez-vous été bloqué par les Britanniques ?

Non, car on savait qu'ils ne participeraient pas aux projets. C'était négatif pour les petits pays tels que le Danemark ou la Norvège qui étaient retenus par leurs liens traditionnels avec la Grande-Bretagne.

Le chancelier allemand Helmut Schmidt écrit dans son livre *L'Europe s'affirme* (2001) qu'il a été très déçu par les Anglais et très rapidement et il écrit en 2001 qu'il n'attend plus rien d'eux, et que la Grande-Bretagne constitue juste un frein pour l'Europe. À partir de quand est-il devenu si pessimiste ?

Les Allemands étaient plus optimistes que nous sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe. Helmut Schmidt ne voyait pas d'obstacle insurmontable à une bonne intégration. C'était un sujet abordé très souvent avec lui. Helmut Schmidt s'est lassé des Britanniques et a cédé pour apaiser les relations Grande-Bretagne – CEE, même si ce n'était pas justifié.

Vous étiez plus proche de la Grande-Bretagne quant à la place et au poids dans le monde : vous pouviez parler des affaires mondiales. C'était un avantage d'avoir la Grande-Bretagne dans l'Europe ?

Il ne faut pas exagérer le poids des affaires mondiales dans la vie de l'Europe. Ce n'était ni un obstacle ni un atout. Helmut Schmidt ne s'intéressait en dehors de l'Europe qu'à la Chine. Moi-même aussi et un peu à l'Amérique latine. L'Europe pouvait se permettre de gérer son organisation sans pression

extérieure. Mais la globalisation est apparue avec Clinton et son ministre des Finances, un ancien de Goldman Sachs, ce qui signifiait globalisation comme ouverture du monde aux États-Unis.

Avec le Brexit, pensez-vous que l'Europe va s'affaiblir ? Ou au contraire est-ce une chance à saisir ?

Elle s'affaiblit un peu en poids, par le nombre d'habitants, un tissu industriel... En sens inverse, un handicap est levé pour courir plus vite : l'intégration européenne est libérée d'un poids. Entre Maastricht et le traité de Paris, la Grande-Bretagne n'a cessé de jouer le mauvais rôle. Le Brexit dépouille la démarche européenne de l'un de ses obstacles, elle était devenue compliquée. La volonté européenne devient plus unanime, donc cela augmente les chances de réussite. Mais le monde change, avec la technologie, la création d'un changement de civilisation, il faut que l'Europe s'adapte.

Lundi 13 novembre 2017, vingt-trois pays de l'Union européenne se sont engagés à Bruxelles à relancer l'Europe de la défense : ce qui n'a pas pu se faire avec les Britanniques est-il possible maintenant ?

Non. L'Europe de la défense est une illusion. Les textes nécessaires existent depuis longtemps mais on n'a rien fait. Le problème c'est que la sécurité globale du continent est assurée par l'OTAN, mais la sécurité partielle, c'est-à-dire de chaque État, l'est par eux-mêmes et le problème central ce sont les frontières méditerranéennes.

Par exemple, la construction d'un avion de combat ? Cela avait échoué dans les années 1970...

Il est probable que la nouvelle génération d'armement sera issue de l'Europe continentale, mais peut-être avec une coopération britannique.

Êtes-vous aussi optimiste que Federica Mogherini qui a parlé d'un « moment historique pour la défense européenne » ?

Non, ni pessimiste. Pour les fabrications en matière de défense, au contraire, car la France et la Grande-Bretagne dépensaient le plus. Les accords bilatéraux pourront continuer.

Que pensez-vous des positions du président Emmanuel Macron sur l'Europe ?

Macron est sincèrement européen, mais il faut prendre de bonnes mesures. Par exemple avec la défense : le problème nucléaire ? La France qui est le seul pays détenteur de l'arme atomique maintenant dans l'Union partagera-t-elle

ses moyens ? Il faut procéder dans l'ordre : création d'un ordre économique cohérent, après une monnaie, ensuite la fiscalité, et ensuite les dettes...

Êtes-vous pour une refonte des traités ?

Non. Le problème c'est de mieux les appliquer, mettre fin au harcèlement bureaucratique de la Commission : elle est sortie de son rôle. Il y a trop de commissaires, le bon chiffre, comme le disait le dernier bon président de la Commission Jacques Delors, c'est treize. À vingt-huit, tout se complique, tout s'alourdit avec des cabinets trop volumineux. Il faut aussi revoir leur application. Par exemple, la Commission n'a pas à prendre parti en matière diplomatique. C'est le rôle du Conseil européen, comme le fait depuis quelques mois le président actuel. Il faut un président du Conseil fort. Il faut faire attention à l'idée absurde de l'égalité entre les États (comme par exemple Chypre et l'Allemagne). Il faudrait un système où les pays les plus peuplés se concertent avant. Le nouveau système de vote issu de la Constitution est un bon système avec une majorité qualifiée et non avec l'unanimité. Il faut l'utiliser davantage. Il faut que la Commission et le Conseil rentrent dans leur domaine de compétence. C'est le monde annexe, sans légitimité, qui irrite les opinions publiques.

334

À la fin des années 1970 déjà, il était question d'une Europe à deux vitesses et le cas de la Grande-Bretagne était parfois posé (fallait-il la mettre à l'écart de certains projets ?) : cela aurait-il permis d'éviter le Brexit ?

À deux vitesses, c'est trop compliqué. Depuis le début, il y a deux projets européens : un projet de libre-échange avec un marché unique et un projet d'intégration pour ceux qui le veulent. Le deuxième a besoin d'être encouragé pour faire face aux défis du monde mais le problème c'est l'engagement des pays. Les volontaires sont les six fondateurs, avec l'Espagne, le Portugal et l'Autriche. La Grèce a trop de problèmes, elle ne peut pas en supporter le poids. D'autre part, il faut regarder de plus près les négociations commerciales (comme l'a dit Macron) et ceux qui négocient car ils sont souvent d'un faible niveau, notamment de responsabilité et de légitimité.

Voyez-vous les Britanniques revenir sur leur décision ?

Non. Ils vont essayer de développer leurs relations avec leur ancien empire, l'Australie, le Canada...

L'opinion britannique dans les années 1960 n'était pas pro-européenne...

Oui, c'est vrai, il n'y avait pas d'attachement à l'Europe. D'autant plus que la presse, presque unanime, n'aime pas l'Europe et met en exergue tous ses défauts.

Aurait-on pu éviter le Brexit ?

À mon avis, non. Il n'y a pas eu de rapprochement des identités. Qui était pro-européen ? Ted Heath était le seul vrai européen, il voulait devenir européen. Roy Jenkins était pro-européen par raisonnement, d'où une bonne gestion des relations Royaume-Uni – Europe ; il participait aux discussions. L'ambassadeur Nicholas Henderson était européen dans sa façon de vivre.

Le Brexit viendrait d'un manque d'éducation européenne ?

L'Europe a déclenché deux guerres mondiales, on ne peut pas effacer tout cela d'un seul coup. Il y a les obstacles des langues et des cultures. Pour les langues, on n'y peut rien, mais on pourrait suivre la règle d'utiliser l'anglais courant pour négocier et conserver les langues nationales pour les textes officiels et le domaine juridique. Il faut par ailleurs développer l'enseignement de l'allemand. Partout en Europe, finalement, on a des cultures assez proches, il existe bien une culture européenne.

BIBLIOGRAPHIE

DYNAMIQUES DES SYSTÈMES INTERNATIONAUX

- ALLAIN, Jean-Claude (dir.), *La Moyenne Puissance au XX^e siècle. Recherche d'une définition*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale/Institut d'histoire des conflits contemporains, 1989.
- BADEL, Laurence, « Milieux économiques et relations internationales : bilan et perspectives de la recherche au début du XXI^e siècle », *Relations internationales*, n° 157, 2014/1, p. 3-23.
- , « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 90, 2006/2, p. 169-185.
- BADIE, Bertrand, « L'adieu au gladiateur ? La mondialisation et le renouveau des relations internationales », *Relations internationales*, n° 124, 2005/4, p. 95-106.
- BÉLY, Lucien, SOUTOU, Georges-Henri, THEIS, Laurent & VAÏSSE, Maurice (dir.), *Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères (1589-2004)*, Paris, Fayard, 2005.
- & SOUTOU, Georges-Henri, « Les relations internationales », dans SIRINELLI, Jean-François, CAUCHY, Pascal & GAUVARD, Claude (dir.), *Les Historiens à l'œuvre (1995-2010)*, Paris, PUF, 2010, p. 261-286.
- CHASSAIGNE, Philippe & MARX, Roland, *Histoire de la Grande-Bretagne*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2004.
- , *La Grande-Bretagne et le monde de 1815 à nos jours*, Paris, Colin, 2009.
- , *Les Années 1970. Fin d'un monde et origine de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2012.
- DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, « Entretien avec Robert Frank », *Histoire@Politique*, n° 19, 2013/1, p. 216-227.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, « Politique intérieure et politique extérieure », *Relations internationales*, n° 37, printemps 1984, p. 7-16.
- , *Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1992.
- FRANK, Robert, « La France et son rapport au monde au XX^e siècle », *Politique étrangère*, vol. 65, n° 3-4, 2000, p. 827-839.
- , « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire français de relations internationales*, n° 4, 2003, p. 42-65.
- (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012.
- GENESTE, Pascal, *Archives de la présidence de la République française. Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Archives nationales/Somogy, 2007.

- GIRAULT, René « L'histoire des relations internationales peut-elle être une histoire totale ? », dans *Enjeux et puissances. Pour une histoire des relations internationales au XX^e siècle : mélanges en l'honneur de Jean-Baptiste Duroselle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986, p. 29-39.
- , *Être historien des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.
- GOMART, Thomas, « La relation bilatérale : un genre de l'histoire des relations internationales », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 65-66, « Hommage à René Girault », janvier-juin 2002, p. 65-68.
- GUILLEN, Pierre, « Politique intérieure et relations internationales », *Relations internationales*, n° 41, printemps 1985, p. 111-124.
- , « Écrire l'histoire de la politique extérieure de la France », *Relations internationales*, n° 83, 1995, p. 131-137.
- JEANNESSON, Stanislas, « Diplomatie et politique étrangère de la France contemporaine : un bilan historiographique depuis 1990 », *Histoire, économie & société*, vol. 31, n° 2, « Nouvelles approches en histoire de la France contemporaine », 2012, p. 88-98.
- LAÏDI, Zaki, *La Norme sans la force. L'Énigme de la puissance européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- RENOUVIN, Pierre & DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1995.
- SANDERSON, Claire & GUIEU, Jean-Michel (dir.), *L'Historien et les relations internationales. Autour de Robert Frank*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.
- SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- , *Dictionnaire des relations internationales. Approches, concepts, doctrines*, Paris, Dalloz, 2006.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Paris, Fayard, 2001.
- , « Introduction à la problématique des mondialisations », *Relations internationales*, n° 123, 2005, p. 8-9.
- Relations internationales*, n° 82, « Conjoncture économique et relations internationales », 1995 ; n° 123, « Mondialisations-1 », 2005/3 ; n° 124, « Mondialisations-2 », 2005/4.

ACTEURS

Biographies

Valéry Giscard d'Estaing

BERNARD, Mathias, *Valéry Giscard d'Estaing. Les Ambitions déçues*, Paris, Armand Colin, 2014.

BOTHOREL, Jean, *Un si jeune président*, Paris, Grasset, 1995.

CORCELETTE Jean-Pierre & ABADIE, Frédéric, *Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008.

DUHAMEL, Alain, *La République giscardienne*, Paris, Grasset, 1980.

HARGROVE, Charles, *L'Autre Giscard. Valéry Giscard d'Estaing vu par un Anglais*, Paris, éditions J. A., 1981.

VALANCE, George, *VGE. Une vie*, Paris, Flammarion, 2011.

Jean François-Poncet

DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, « Portrait de Jean François-Poncet », *Histoire@Politique*, n° 1, 2007/1, p. 11-15.

Élisabeth II d'Angleterre

PIMLOTT, Ben, *The Queen. A Biography of Elizabeth II*, London, HarperCollins, 1998.

ROCHE, Marc, *Élisabeth II. Une vie, un règne*, Paris, La Table Ronde, 2012.

James Callaghan

CONROY, Harry, *Callaghan*, London, Haus Publishing, 2006.

MORGAN, O. Kenneth, *Callaghan. A Life*, Oxford, OUP, 1998.

Margaret Thatcher

CAMPBELL, John, *The Iron Lady. Margaret Thatcher from Grocer's Daughter to Prime Minister*, London, Penguin Books, 2011.

SERGEANT, Jean-Claude, *La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher (1979-1990)*, Paris, PUF, coll. « Perspectives anglo-saxonnes », 1994.

THIÉRIOT, Jean-Louis, *Margaret Thatcher. De l'épicerie à la Chambre des lords*, Paris, Éditions de Fallois, 2007.

Harold Wilson

PIMLOTT, Ben, *Harold Wilson*, London, HarperCollins, 1993.

ROUTLEDGE, Paul, *Wilson*, London, Haus Publishing, 2007.

ZIEGLER, Philip, *Wilson. The Authorised Life*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1993.

CAMPBELL, John, *Roy Jenkins. A Well-rounded Life*, London, Jonathan Cape, 2014.

LUDLOW, N.Piers, *Roy Jenkins and the European Commission Presidency, 1976-1980, at the heart of Europe*, Palgrave, Macmillan, 2016.

Mémoires et témoignages

BARRE, Raymond, *L'Expérience du pouvoir. Entretiens avec Jean Bothorel*, Paris, Fayard, 2007.

CALLAGHAN, James, *Time and Chance*, London, Politico's, 2006.

COLES, John, *Making Foreign Policy. A Certain Idea of Britain*, London, John Murray, 2000.

FRANCOIS-PONCET, Jean, *37, quai d'Orsay*, Paris, Odile Jacob, 2008.

FROMENT-MEURICE, Henri, *Vu du Quai*, Paris, Fayard, 1998.

340 GISCARD D'ESTAING, Valéry, *Démocratie française*, Paris, Fayard, 1976.

–, *Le Pouvoir et la Vie*, Paris, Le Livre de poche, 2007.

–, Entretiens du 20 septembre 2012 et du 22 novembre 2017 avec Laurence Baratier-Negri.

HARGROVE, Charles, *Un gentleman du Times*, Paris, Tallandier, 2001.

HENDERSON, Nicholas, *The Private Office*, London, Littlehampton Book Services Ltd., 1984.

–, *Channels and Tunnels: Reflections on Britain and Abroad*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1987.

–, « Valedictory dispatch », 31 mars 1979, dans HENDERSON, Nicholas, *Channels and Tunnels. Reflections on Britain and Abroad*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1987, p. 143-158.

–, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador*, London, Phoenix Press, 2000.

JENKINS, Roy, *European Diary (1977-1981)*, London, Collins, 1989.

–, *A Life at the Centre. Memoirs of a Radical Reformer*, London, Random House, 1993.

PALLISER, Michael, « L'élargissement de la Communauté vu de Londres », dans BERNARD, Jean-René, CARON, François, VAÏSSE, Maurice & WOIMANT, Michel (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Paris, éditions Complexe, 1995.

ROBIN, Gabriel, *Entre empire et nations. Penser la politique étrangère*, Paris, Odile Jacob, 2004.

SCHMIDT, Helmut, *Des Puissances et des hommes*, Paris, Plon, 1989.

–, *L'Europe s'affirme*, Paris, Éditions de Fallois, 2001.

SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé*, Paris, Éditions de Fallois, 2011.

THATCHER, Margaret, *10 Downing Street*, Paris, Albin Michel, 1993.

WILSON, Harold, *The Governance of Britain*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1976.

–, *Final Term: Labour Government (1974-1976)*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1979.

LES SYSTÈMES DE REPRÉSENTATIONS

BITSCH, Marie-Thérèse, LOTH, Wilfried & BARTHEL, Charles (dir.), *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2007.

COURCEL, Geoffroy de, « France et Grande-Bretagne, une complémentarité difficile », *Politique étrangère*, vol. 46, n° 1, 1981.

CROUZET, François, *De la supériorité de la France sur l'Angleterre. L'économie et l'imaginaire (XVII-XX^e siècle)*, Paris, Perrin, 1985.

–, « Images d'outre-Manche : la France vue par les Britanniques, la Grande-Bretagne vue par les Français (1904-2004) », *Histoire, économie & société*, vol. 25, n° 1, 2006, p. 131-141.

DAUDY, Philippe, *Les Anglais*, Paris, Plon, 1989.

DAVID, François, *Autopsie de la Grande-Bretagne*, Paris, Hachette, 1976.

DAVIS, Richard, « Les relations franco-britanniques vues à travers les dessins de presse de la Troisième à la Cinquième République », *Revue LISA E-journal*, vol. 1, n° 1, 2003, p. 55-74.

–, « Français et Anglais, quels Européens ? », dans GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

FRANK, Robert, « Qu'est-ce qu'un stéréotype ? », dans JEANNENEY, Jean-Noël (dir.), *Une idée fausse est un fait vrai. Les stéréotypes nationaux en Europe*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 17-26.

GENET, Jean-Philippe & RUGGIU, François-Joseph (dir.), *Les idées passent-elles la Manche ? Savoirs, représentations, pratiques (France-Angleterre, X^e-XX^e siècle)*, Paris, PUPS, 2007.

GUIFFAN, Jean, *Histoire de l'anglophobie en France. De Jeanne d'Arc à la vache folle*, Paris, Terre de brume, 2004.

LE BRETON, Jean-Marie (dir.), *La France et la Grande-Bretagne. Mythes et préjugés*, Paris, L'Harmattan, 2007.

SANDERSON, Claire, « British Public Opinion and Europe Since 1973: Ambivalence or Mis-representation? », dans DULPHY Anne & MANIGAND, Christine (dir.), *Public Opinion and Europe: National Identity in a European Perspective*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004, p. 151-163.

–, « La notion de civilisation dans la politique étrangère britannique de 1945 à nos jours », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 123, n° 2, « La notion de civilisation dans le système international européen (XIX^e-XX^e siècles) », dir. SOUTOU, Georges-Henri, 2009, p. 163-175.

SINCLAIR-STEVENSON, Christopher, *That Sweet Enemy: A Personal View of France and the French*, London, Jonathan Cape, 1987.

TACHIN, Agnès, *Amie et rivale. La Grande-Bretagne dans l'imaginaire français à l'époque gaullienne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.

–, « Le voyage officiel du général de Gaulle à Londres en avril 1960, regards croisés franco-britanniques », dans GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

TOMBS, Isabelle & TOMBS, Robert, *La France et le Royaume-Uni. Des ennemis intimes*, Paris, Armand Colin, 2012.

342

POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET PROCESSUS DE DÉCISIONS

BARTLETT, Christopher J., *British Foreign Policy in the Twentieth Century*, London, Macmillan, 1989.

BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Institutions et pratiques politiques (1974-1978)*, Paris, Fayard, 2003.

– & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. 1978-1981 : les institutions à l'épreuve ?*, Paris, Armand Colin, 2010.

CHARLOT, Monica, *L'Angleterre (1945-1980). Le temps des incertitudes*, Paris, Imprimerie nationale, 1981.

COHEN Samy, « Prospective et politique étrangère. Le CAP du ministère des Relations extérieures », *Revue française de science politique*, vol. 32, n° 6, 1982, p. 1055-1076.

– et SMOUTS, Marie-Claude, *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

–, *La Monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère sous la V^e République*, Paris, Hachette, 1986.

–, « Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère », dans SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, chap. III, p. 75-91.

DICKIE, John, *Inside the Foreign Office*, London, Chapmans, 1992.

HARRIS, Trevor, *Une certaine idée de l'Angleterre. La Politique étrangère britannique au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2008.

- HENNESSY, Peter, *The Prime Minister: The Office and its Holders Since 1945*, London/New York, St. Martin's Press, 2001.
- KESSLER, Marie-Christine, *La Politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.
- LERUEZ, Jacques, *Le Système politique britannique depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1994.
- LA GORCE, Paul-Marie de, « Bilan d'un septennat, la politique extérieure française », *Politique étrangère*, vol. 46, n° 1, 1981, p. 89-104.
- LA SERRE, Françoise de, LERUEZ, Jacques & WALLACE, Helen, *Les Politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945. L'inévitable ajustement*, Paris/New York, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/Berg, 1990.
- OTTE, Ythomas G., *The Makers of British Foreign Policy: From Pitt to Thatcher*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002.
- PARR, Helen, « Un Foreign Office miniature dédié à l'Europe ? », dans BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005, p. 207-237.
- REYNOLDS, David, *Britannia Overruled. British Policy and World Power in the Twentieth Century*, London, Longman, 1993.
- SANDERSON, Claire, « Margaret Thatcher et la politique extérieure du Royaume-Uni : vision, conviction, intransigeance », dans DELAUNAY, Jean-Marc & DENECHÈRE, Yves (dir.), *Femmes et relations internationales au XX^e siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2006, p. 27-37.
- SANDERSON, Claire, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.
- & TORRENT, Mélanie (dir.), *La Puissance britannique en question. Diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2012.
- TRISTRAM, Frédéric, « Un instrument politique mal assumé ? L'entourage de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée de 1974 à 1981 », *Histoire@Politique*, n° 8, mai-août 2009.
- VÀISSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- WALLACE, William, *Foreign Policy and the Political Process*, London, Macmillan, 1972.
- , *The Foreign Policy process in Britain*, London, Royal Institute of International Affairs, 1975.

WARLOUZET, Laurent, « Le Quai d'Orsay face au traité de Rome, la direction des affaires économiques et financières de 1957 à 1975 », dans BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005, p. 139-169.

LA FRANCE, LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

BADEL, Laurence & BUSSIÈRE, Éric, *François-Xavier Ortoli. L'Europe, quel numéro de téléphone ?*, Paris, Descartes & Cie, 2011.

BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005.

344 BERBÉRI, Claude, *Le Parti travailliste et les syndicats face aux questions monétaires européennes*, Paris, L'Harmattan, 2005.

BERSTEIN, Serge & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2006.

BITSCH, Marie-Thérèse, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, éditions Complexe, 2003.

BOSSUAT, Gérard, *Faire l'Europe sans défaire la France. Soixante ans de politique d'unité européenne des gouvernements et des présidents de la République française (1943-2003)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005.

BRIVATI, Brian & JONES, Harriet, *From Reconstruction to Integration: Britain and Europe since 1945*, Leicester, Leicester UP, 1993.

BUSSIÈRE, Éric & WILLAERT, Émilie, *Un projet pour l'Europe. Georges Pompidou et la construction européenne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2010.

–, DUJARDIN, Vincent, DUMOULIN, Michel, LUDLOW, Piers, BOROUWER, Jon Willem & TILLY, Pierre (dir.), *Histoire et mémoires d'une institution. La Commission européenne (1973-1986)*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2014.

DELOGE, Pascal : « La coopération aéronautique européenne : à quel prix ? Le dilemme belge », *Histoire, économie & société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010.

– & BURIGANA, David, « Les coopérations aéronautiques en Europe dans les années 1950-1980 : une opportunité pour relire l'histoire de la construction européenne ? », *Histoire, économie & société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010, introduction.

DROIT, Yohan, « L'European Fighter Aircraft : le rendez-vous manqué de la coopération aéronautique européenne, 1978-1985 », *Histoire, économie &*

- société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010, p. 103-116.
- , *L'Avion de combat Rafale. De la matrice européenne à l'avion mondial ? Histoire d'un programme d'armement majeur des années 1970 à nos jours*, thèse de doctorat sous la dir. d'Éric Bussière, université Paris-Sorbonne, 2014.
- DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, *La France au risque de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2006.
- DU RÉAU, Élisabeth, *L'Europe en construction*, Paris, Hachette, 2001.
- FRANK, Robert et DU RÉAU, Élisabeth (dir.), *Dynamiques européennes. Nouvel espace, nouveaux acteurs (1969-1981)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.
- , *Les Identités européennes au XX^e siècle. Diversités, convergences et solidarités*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.
- GĂINAR, Maria, *Aux origines de la diplomatie européenne. Les Neuf et la coopération politique européenne de 1973 à 1980*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2012.
- GEORGE, Stephen, *An Awkward Partner: Britain in the European Community*, Oxford, OUP, 1998.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2007.
- GILMOUR, Ian, « L'Europe politique », *Politique étrangère*, vol. 45, n° 2, 1980, p. 487-498.
- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.
- LA SERRE, Françoise de, « Quelle Europe pour quelle Grande-Bretagne ? », *Politique étrangère*, vol. 45, n° 3, 1980.
- , *La Grande-Bretagne et la Communauté européenne*, Paris, PUF, 1987.
- LUDLOW, Peter, *Making of the European Monetary System*, London, Elsevier Science & Technology Books, 1982.
- MAY, Alex (dir.), *Britain, the Commonwealth and Europe: The Commonwealth and Britain's Applications to Join the European Communities*, London, Palgrave Macmillan, 2001.
- MÖCKLI, Daniel, *European Foreign Policy During the Cold War: Heath, Brandt, Pompidou and the Dream of Political Unity*, London/New York, Tauris, 2008.
- MOURLON-DRUOL, Emmanuel, « Economist or Monetarist? The Difficult Creation of an Internal French Consensus about European Monetary Integration (1974-1976) », dans AFFINITO, Michele, MIGANI, Guia & WENCKEL, Christian (dir.), *Les Deux Europes*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2009, p. 213-225.
- , « Filling the EEC Leadership Vacuum? The Creation of the European Council in 1974 », *Cold War History*, vol. 10, n° 3, 2010, p. 315-339.

- , *A Europe Made of Money. The Emergence of the European Monetary System*, Ithaca, Cornell UP, 2012.
- PARR, Helen, « Anglo-French Nuclear Collaboration and Britain's Policy Towards Europe », dans VAN DER HARST, Jan (dir.), *Beyond the Customs Union: the European Community's Quest for Completion, Deepening and Enlargement (1969-1975)*, Bruxelles, Bruylant, 2007, p. 35-61.
- , « “The Nuclear Myth”: Edward Heath, Europe, and the International Politics of Anglo-French Nuclear Cooperation 1970-3 », *International History Review*, vol. 35, n° 3, 2013, p. 534-555.
- RÜCKER, Katrin, « Le plan Werner, le système monétaire européen et l'europanisation dans les années 1970 », *L'Europe en formation*, n° 353-354, 2009.
- , « Diplomatie européenne et relations internationales : la dimension internationale du premier élargissement de l'Union européenne », *Relations internationales*, n° 146, 2011/2, p. 109-124.
- SAINT PÉRIER, Amaury de, *Valéry Giscard d'Estaing, la France et l'Europe monétaire. La persévérance récompensée*, thèse de doctorat sous la dir. d'Éric Bussière, université Paris-Sorbonne, 2008, 315 p.
- , *La France, l'Allemagne et l'Europe monétaire de 1974 à 1981. La persévérance récompensée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.
- SANDERSON, Claire, *L'Impossible Alliance ? France, Grande-Bretagne et défense de l'Europe (1945-1958)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
- , « France/Grande-Bretagne, regards croisés sur la défense européenne », *Relations Internationales*, n° 117, printemps 2004, p. 87-100.
- , « Coopération franco-britannique et défense européenne : une perspective historique », *Les Champs de Mars*, n° 15, « Cent ans d'Entente cordiale : la défense au Royaume-Uni », dir. CHARILLON, Frédéric, 2004, p. 15-36.
- , « La Grande-Bretagne et l'Europe de l'après-guerre à Maastricht : le règne de l'ambivalence », dans BEAUPRÉ, Nicolas & MOINE, Caroline (dir.), *L'Europe de Versailles à Maastricht. Visions, moments et acteurs des projets européens*, Paris, Seli Arslan, 2007, p. 217-224.
- SCHNAPPER, Pauline, *La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu*, Paris, Presses de Science Po, 2000.
- TREVOR, Harris, *La Grande-Bretagne et l'Europe depuis 1945*, Paris, Ellipses, 1999.
- VÀISSE, Maurice, « Valéry Giscard d'Estaing et la défense européenne », dans BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2006.

VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011.

WALLACE, William, *Britain in Europe*, London, Heinemann, 1980.

LA FRANCE ET LE ROYAUME-UNI FACE À LA CRISE DES ANNÉES 1970, ENTRE SOLUTIONS NATIONALES ET TRANSNATIONALES

BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales face aux défis européens du XX^e siècle*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2005.

BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René, & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Les réformes de société (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2007.

–, CASANOVA, Jean-Claude & SIRINELLI, Jean-François, *Les Années Giscard. La politique économique (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2009.

BLOCH-LAINÉ, François (dir.), *La France en mai 1981. Forces et faiblesses*, Paris, La Documentation française, 1982.

BONHOMME, Noël, « Les Européens au G7 : entre intérêts communautaires et gouvernance mondiale, 1975-1985 », *Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle », 2012/1, p. 73-89.

–, « Sommets du G7 et régulation économique internationale dans les années 1970 », *Relations internationales*, Paris, n° 157, 2014/1, p. 111-130.

BUSSIÈRE, Éric, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La crise des années 1970. De la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2006.

–, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, Paris, CHEFF, 2007.

ELLI, Mauro, « The UK Role in the European Community. EEC Energy Policy at the Eve of the Oil Crisis », dans AFFINITO, Michele, MIGANI, Guia & WENCKEL, Christian (dir.), *Les Deux Europes*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2009, p. 295-311.

GARAVINI, Giuliano & PETRINI, Francesco, « Continuity or Change? The 1973 Oil Crisis Reconsidered », dans VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011, p. 211-231.

LAVERDINES, Georges, « Le libéralisme organisé ou le combat de Jacob », *Pouvoirs*, n° 9, « Le giscardisme », 1979, p. 17-26.

- Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle [actes de la table ronde des 15 et 16 décembre 2011] », 2012/1.
- LE BRETON, Jean-Marie (dir.), *La France et le Royaume-Uni dans un monde en mutation*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- , *France-Grande-Bretagne. Réussites et défis*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- MÉNIL, Georges de, « De Rambouillet à Versailles : un bilan des sommets économiques », *Politique étrangère*, vol. 47, n° 2, 1982, p. 403-417.
- MOURLON-DRUOL, Emmanuel, « Integrating an International Political Economy Dimension into European Integration History: The Challenges of the 1970s », *Journal of European Integration History*, vol. 17, n° 2, 2011, p. 335-341.
- , « Regional Integration and Global Governance: The Example of the European Council (1974-1986) », *Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle », 2012/1, p. 91-104.
- , « Managing from the Top: Globalisation and the Rise Of Regular Summitry, mid 1970's-early 1980's », *Diplomcy and Statecraft*, vol. 23, n° 4, 2012, p. 679-703.
- & ROMERO, Federico (dir.), *International Summitry and Global Governance: The Rise of the G7 and the European Council (1974-1991)*, London/New York, Routledge, 2014.
- POPE, Rex, *The British Economy since 1945: A Study in Decline?*, London, Routledge, 2013.
- POTTIER, Frédéric, « La rencontre de Rambouillet », *Politique étrangère*, vol. 41, n° 1, 1976, p. 13-25.
- VAN LAER, Arthe, « Quelle politique industrielle pour l'Europe ? Les projets des Commissions Jenkins et Thorn (1977-1984) », dans BUSSIÈRE, Éric, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, CHEFF, Paris, 2007, p. 7-53.

FRANCE ET ROYAUME-UNI : DÉTENTE ET DÉFENSE NATIONALE

- BAULON, Jean-Philippe, « Au risque de l'isolement ou de l'alignement : la politique de la France dans la crise des euromissiles (1977-1987) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 124, n° 2, 2010, p. 163-187.
- , « Un tournant dans la politique française de non-prolifération : la présidence Giscard », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 126, n° 2, 2012.
- BILANDŽIC, Vladimir, DAHLMANN, Dittmar & KOSANOVIĆ, Milan (dir.), *From Helsinki to Belgrade: The First CSCE Follow-up Meeting and the Crisis*, Bonn, Bonn UP, 2012.

- BOZO, Frédéric, *La France et l'OTAN. De la guerre froide au nouvel ordre européen*, Paris, Masson, 1991.
- BROWN, Martin D., « A Very British Vision of Détente, The United Kingdom's Foreign Policy During the Helsinki Process (1969-1975) », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, Piers & ROTHER, Bernd, *Visions of the End of the Cold War in Europe (1945-1990)*, New York, Berghahn Books, 2012, p. 121-134.
- DUMOULIN, André, *Histoire de la dissuasion nucléaire*, Paris, Argos, 2012.
- DUVAL, Marcel et LE BAUT, Yves, *L'Arme nucléaire française. Pourquoi et comment ?*, Paris, SPM, 1992.
- KLEIN, Jean, « La France, l'arme nucléaire et la défense de l'Europe », *Politique étrangère*, vol. 44, n° 3, 1979, p. 461-479.
- LOTH, Wilfried & SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *The Making of Détente: Eastern and Western Europe in the Cold War (1965-1975)*, London, Routledge, 2008.
- MARESCA, John, *To Helsinki: The Conference on Security and Cooperation in Europe, 1973-1975*, London, Duke UP, 1985.
- PISAR, Samuel, *Transactions entre l'Est et l'Ouest*, préface de Valéry Giscard d'Estaing, Paris, Dunod, 1972.
- PONS, Silvio & ROMERO, Federico, « Europe Between the Superpowers, 1968-1981 », dans VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011, p. 85-99.
- SCHÜTZE, Walter, « Les options », *Politique étrangère*, vol. 43, n° 6, 1978, p. 693-732.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Paris, Fayard, 2001.
- , « Valéry Giscard d'Estaing and his Vision of the End of the Cold War », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, Piers & ROTHER, Bernd (dir.), *Visions of the End of the Cold War in Europe (1945-1990)*, New York, Berghahn Books, 2012, p. 208-225.
- TATU, Michel, « Valéry Giscard d'Estaing et la détente », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude, *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.
- VÄISSE, Maurice, « Le chemin de Varsovie. La France face à l'intervention soviétique en Afghanistan (décembre 1979-juin 1980) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- , « L'historiographie française relative au nucléaire », *Revue historique des armées*, n° 262, 2011, p. 3-8.

WALLACE, William, « What Price Independence? Sovereignty and Interdependence in British Politics », *International Affairs*, vol. 62, n° 3, 1986, p. 367-389.

LES RELATIONS FRANCO-BRITANNIQUES AU FIL DU TEMPS

BELL, Philip M. H., *France and Britain (1900-1940). Entente and Estrangement*, London, Longman, 1996.

—, *France and Britain (1940-1994). The Long Separation*, London, Longman, 1997.

BONNAUD, Laurent, *France-Angleterre. Un siècle d'entente cordiale (1904-2004)*, Paris, L'Harmattan, 2004.

CHASSAIGNE, Philippe & DOCKRILL, Michael (dir.), *Anglo-French Relations, 1898-1990: From Fashoda to Jospin*, London, Palgrave Macmillan, 2002.

350 —, « L'Angleterre, ennemie héréditaire ? », *Revue historique des armées*, n° 264, 2011, p. 3-10.

COOPER-RICHET, Diana & RAPOPORT, Michel (dir.), *L'Entente cordiale. Cent ans de relations culturelles franco-britanniques (1904-2004)*, Grâne, Créaphis, 2006.

CROUZET, François, BÉDARIDA, François & JOHNSON, Douglas, *De Guillaume le Conquérant au Marché commun. Dix siècles d'histoire franco-britannique*, Paris, Albin Michel, 1979.

GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

GIBSON, Robert, *Best of Enemies. Anglo-French Relations since the Norman Conquest*, London, Sinclair-Stevenson, 1995.

LUDLOW, Piers, « Problematic partners: de Gaulle, Thatcher, and their Impact », dans JONES, Erik, MENON, Anand & WEATHERILL, Stephen (dir.), *The Oxford Handbook of the European Union*, Oxford, OUP, 2012, p. 206-218.

MAYNE, Richard, JOHNSON, Douglas & TOMBS, Robert (dir.), *Cross Channel Currents: 100 Years of the Entente Cordiale*, London, Routledge, 2004.

PASTOR-CASTRO, Rogelina & YOUNG, J. W. (dir.), *The Paris Embassy: British Ambassadors and Anglo-French Relations (1944-1979)*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013.

VIOT, Jacques & RADICE, Giles (dir.), *L'Entente cordiale dans le siècle*, Paris, Odile Jacob, 2004.

- BUFFET, Cyril, « Une étrange histoire d'amour. Le facteur britannique dans les relations franco-allemandes, 1945-1963 », dans BAECHLER, Christian & MÜLLER, Klaus-Jurgen (dir.), *Les Tiers dans les relations franco-allemandes*, München, Oldenburg Verlag, 1996.
- CHASSAIGNE, Philippe, *Royaume-Uni/États-Unis (1945-1990). La « relation spéciale »*, Paris, Atlande, 2003.
- COGAN, Charles, *Alliés éternels, amis ombrageux. La France et les États-Unis depuis 1940*, Bruxelles, Bruylant, 1999.
- DOBSON, Alan, *Anglo-American Relations in the Twentieth Century. Of Friendship, Conflict, and the Rise and Decline of Superpowers*, London, Routledge, 1995.
- DURAND, Pierre-Michel, « Les relations Paris-Moscou et la guerre froide africaine des années 1970 », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- HEUSER, Béatrice, *NATO, Britain, France, and the FRG: Nuclear Strategies and Forces for Europe (1949-2000)*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.
- FRANK, Robert, « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 : problématiques et méthodes », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 28, « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 », dir. FRANK, Robert & LE PULOCH, Maryvonne, 1994.
- , « Français et Allemands face aux enjeux institutionnels de l'union monétaire : du plan Werner à l'euro (1970-2000) », dans BITSCH, Marie-Thérèse, *Le Couple France-Allemagne et les institutions européennes. Une postérité pour le plan Schuman*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 537-558.
- , « Hans Tietmeyer et le plan Werner : le débat politique franco-allemand », dans *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978). Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27 et 28 mai 1999*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, t. I, p. 308-314.
- LARRES, Klaus & MEEHAN, Elizabeth (dir.), *Uneasy Allies: British-German Relations and European Integration since 1945*, Oxford, OUP, 2000.
- Les Cahiers Charles V*, n° 35, « Le Royaume-Uni et les États-Unis depuis 1945. Une "relation spéciale" », dir. SANDERSON, Claire, 2003.
- LUDLOW, Piers, « The End of Symbiosis: the Nixon Era and the End of Comfortable Coexistence Between European and Atlantic Integration », dans SCOTT-SMITH, Gils, AUBOURG, Valerie & BOSSUAT, Gérard (dir.), *Atlantic, Euratlantic, or Europe-America? The Atlantic Community and the European Idea From Kennedy to Nixon*, Paris, Soleb, 2011, p. 38-60.
- , « The Real Years of Europe? U.S.-West European Relations During the Ford Administration », *Journal of Cold War Studies*, vol. 15, n° 3, 2013, p. 136-161.

- Les Cahiers Charles V*, n° 35, « Le Royaume-Uni et les États-Unis depuis 1945. Une “relation spéciale” », dir. SANDERSON, Claire, 2003.
- MÉLANDRI, Pierre, *Une incertaine alliance. Les États-Unis et l'Europe (1973-1983)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995.
- , « Une relation très spéciale : la France, les États-Unis et l'année de l'Europe, 1973-1974 », dans BERNARD, Jean-René, CARON, François, VAÏSSE, Maurice & WOIMANT, Michel (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Paris, éditions Complexe, 1995.
- et RICARD, Serge (dir.), *Les Relations franco-américaines au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- MIARD-DELACROIX, Hélène, *Partenaires de choix ? Le chancelier Helmut Schmidt et la France (1974-1982)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 1993.
- MORGAN, Roger & BRAY, Caroline, *Partners and Rivals in Western Europe: Britain, France and Germany*, Aldershot, Gower Publishing Company, 1986.
- NARINSKII, Mikhaïl & VAÏSSE, Maurice, *Les Crises dans les relations franco-soviétiques (1954-1991)*, Paris, Pedone, 2009.
- NOAKES, Jeremy, WENDE, Peter & WRIGHT, Jonathan (dir.), *Britain and Germany in Europe (1949-1990)*, London, German Historical Institute London/OUP, 2002.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- REY, Marie-Pierre, *La Tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991.
- ROBB, Thomas, « The “Limit of What is Tolerable”: British Defence Cuts and the “Special Relationship” (1974-1976) », *Diplomacy and Statecraft*, vol. 22, n° 2, 2011, p. 321-337.
- ROMANO, Angela, *From Détente in Europe to European Détente: How the West Shaped the Helsinki CSCE*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.
- RÜCKER-GUITELMACHER, Katrin, *Le Triangle Paris-Bonn-Londres et le processus d'adhésion britannique au Marché commun (1969-1973). Quel rôle pour le trilatéral au sein du multilatéral ?*, thèse sous la dir. de Maurice Vaïsse et Wolfgang Krieger, IEP de Paris/ université de Marbourg, 2009.
- SCHNAPPER, Pauline, « Mythes et réalité de la relation spéciale », dans ALEXANDRE-COLLIER, Agnès (dir.), *La « Relation spéciale » Royaume-Uni/ États-Unis (1945-1990)*, Paris, Éditions du Temps, 2002, p. 37-46.
- SOKOLOFF, Georges et WILD, Gérard, « Les relations économiques de la France avec l'Est », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de Sciences politiques, 1985.
- SOUTOU, Georges-Henri, *L'Alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands*, Paris, Fayard, 1996.

- , SZABO, Stephen & WELLS, Samuel (dir.), *The Strategic Triangle*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 2007.
- TOINET, Marie-France, « Valéry Giscard d'Estaing et les États-Unis », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1985.
- VÄISSE, Maurice, « Le chemin de Varsovie. La France face à l'intervention soviétique en Afghanistan (décembre 1979-juin 1980) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Les éditions du Seuil, 1998.
- WEINACHTER, Michèle, *Valéry Giscard d'Estaing et l'Allemagne. Le double rêve inachevé*, Paris, L'Harmattan, 2004.

SOURCES

ARCHIVES FRANÇAISES

QUAI D'ORSAY

Série Europe, sous-série Grande-Bretagne (1971-juin 1981)

- Carton 321** : défense nationale, contacts militaires de la France avec la Grande-Bretagne.
- Carton 333** : relations économiques franco-britanniques.
- Carton 362** : Europe-Grande-Bretagne : Bertrand Lacampagne, *Le Parti travailliste et le référendum sur l'Europe*, mémoire de DESS en sciences politiques, université de Paris I par, décembre 1975.
- Carton 383** : rencontre entre Valéry Giscard d'Estaing et Harold Wilson, 18-19 juillet 1974.
- Carton 384** : relations politiques France-Grande-Bretagne.
- Carton 3889** : désarmement ; nouvelle approche française du désarmement ; organisations et questions internationales.
- Carton 4084** : communautés européennes ; affaire Tindemans.
- Cartons 4117, 4118** : presse et information en Grande-Bretagne.
- Carton 4147** : organisation de la coopération politique européenne : enquête sur l'avenir de la construction européenne.
- Carton 4157** : politique extérieure des Communautés européennes : organisation de la coopération politique européenne.
- Cartons 4159, 4160** : présidence française des Communautés européennes (premier semestre 1979).
- Carton 4210** : CSCE (1977-1979).
- Carton 4417** : Grande-Bretagne : État et politique intérieure.
- Carton 4419** : Grande-Bretagne : affaires militaires, relations avec la France.
- Carton 4420** : Grande-Bretagne : affaires militaires, relations extérieures, OTAN, services de renseignements français et étrangers.
- Cartons 4431, 4432** : Grande-Bretagne, affaires économiques, situation économique.
- Carton 4433** : affaires économiques, coopération industrielle et énergétique.
- Cartons 4435, 4436** : affaires économiques, relations avec la CEE.
- Carton 4439** : politique étrangère.
- Cartons 4447-4449** : relations politiques France-Grande-Bretagne.
- Carton 4450** : relations politiques France-Grande-Bretagne, colloque de Bordeaux.

Série Europe, sous-série RFA

Carton 2988 : relations RFA – Grande-Bretagne (1976-1980).

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les fonds d'archives de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing sont conservés au CARAN sous la cote 5 AG 3.

Dossiers des conseillers diplomatiques

Carton 923 : Union européenne (1974-1979).

Carton 995 : Grande-Bretagne (1974-1976).

Carton 996 : entretiens franco-britanniques (1977-1980).

Carton 997 : relations franco-britanniques (1974-1981).

356

Carton 1894 : François Polge de Combret : matières premières et relations internationales (1973-1976).

Cartons 1941-1946 : François Polge de Combret : énergie et relations internationales.

Carton 2565 : Emmanuel Rodocanachi : CEE (1978-1981).

Carton 2566 : élargissement de la CEE.

Cartons 2567-2569 : Emmanuel Rodocanachi : politique agricole commune (1978-1981).

Carton 2570 : CEE, montants compensatoires monétaires (1978-1981).

Dossiers de Jacques Wahl

Carton 815 : correspondance de l'ambassadeur Geoffroy de Courcel (1979).

Dossiers des conseillers presse et communication

Carton 3127

ARCHIVES BRITANNIQUES

THE NATIONAL ARCHIVES, KEW, LONDRES

FCO : Foreign and Commonwealth Office.

CAB : Cabinet.

PREM : *Prime Minister's Papers*.

FCO, Western European Department (WED)

FCO 05

Carton 201 : conversations franco-britanniques sur l'Afrique du Sud (1979).

FCO 28

Carton 4018 : conversations franco-britanniques sur l'URSS et l'Europe de l'Est (1980).

Carton 4058 : visite de Valéry Giscard d'Estaing à Varsovie (mai 1980).

FCO 30

Carton 2087 : relations franco-britanniques (1974).

Cartons 3482, 3841, 3842 : relations franco-britanniques, aspects communautaires (1976-1977-1978).

Cartons 4117, 4118, 4320 : relations franco-britanniques, aspects communautaires (1978-1979-1981).

Carton 4151 : visite de Valéry Giscard d'Estaing en Grande-Bretagne (19-20 novembre 1979).

Carton 3510 : visites ministérielles françaises en Grande-Bretagne (1977).

FCO 33

Cartons 2410, 2411 : relations politiques franco-britanniques (1974).

Cartons 2662-2666 : relations politiques franco-britanniques (1975).

Cartons 2872-2877 : relations politiques franco-britanniques (1976).

Cartons 2879-2887 : visite d'État de Valéry Giscard d'Estaing à Londres (1976).

Cartons 2893-2896 : visite du Premier ministre britannique en France (11-12 novembre 1976).

Cartons 3141, 3142 : Relations politiques franco-britanniques (1977).

Carton 3159 : France-Grande-Bretagne, coopération défense (1977).

Carton 3162 : collaboration nucléaire (1977).

Cartons 3453-3455 : relations politiques franco-britanniques (1978).

Carton 3465 : conversations ministérielles et sommets (1978).

Carton 3468 : coopération industrielle (1978).

Carton 3940 : visite du Premier ministre Harold Wilson en France, aspects financiers (1974).

Cartons 3938, 3939, 3957, 3958 : relations politiques franco-britanniques (1979).

Carton 3957 : visite du Premier ministre Margaret Thatcher à Paris, 5 juin 1979.

Carton 3959 : visite du ministre français des Affaires étrangères (1979).

Cartons 3963, 3964 : conversations bilatérales sur le nucléaire (1979).

Carton 5229 : réunions tripartites France – RFA – Grande-Bretagne (1981).

FCO 41

Carton 1406 : conversations politico-militaires (1974).

FCO 46

Carton 2118 : coopération sur le nucléaire (1979).

Cartons 2187, 2608 : OTAN – France – Grande-Bretagne : coopération politico-militaire (1980-1981).

Carton 2397 : réunions quadripartites (1980).

FCO 49

Cartons 627, 833, 875 : Conversations entre les Planning Staff (1976-1979).

FCO 59

Carton 1183 : visite du Premier ministre Harold Wilson en France (1974).

FCO 96

Carton 964 : Coopération nucléaire franco-britannique (1979).

358

FCO 98

Cartons 620-622 : attitude de la France envers la coopération politique et conversations avec les directeurs politiques français (1978-1979).

Cartons 337, 338 : France – Grande-Bretagne – CEE (1978).

FCO 105

Carton 463 : Afrique du Sud (1980).

Carton 507 : conversations tripartites France – Grande-Bretagne – RFA sur l'Afrique du Sud (1980).

CAB

CAB 164 / 1599 : tunnel sous la Manche.

DEFE 72 / 152 : coopération militaire : avion tactique de combat.

PREM 16

Carton 883 : préparation de la Visite d'État (janvier 1975-juin 1976).

Carton 1271 : visite d'État de Valéry Giscard d'Estaing à Londres (juin 1976).

Carton 1272 : commerce mondial (1977).

Carton 1274 : relations avec le Parti socialiste français ; entretien Callaghan-Mitterrand (1977).

Carton 1275 : visite de Raymond Barre (1977).

Carton 1650 : sommet franco-britannique de Chequers (12-13 décembre 1977).

INDEX DES NOMS

A

ATTALI, Jacques 154, 155.

B

BARRE, Raymond 23, 160.

BEAUMARCHAIS, Jacques de *voir* DELARÛE-CARON DE BEAUMARCHAIS, Jacques.

BENN, Anthony Neil Wedgwood, *dit* Tony 86, 87, 99, 214.

BILLECOCQ, Pierre 119.

BOURGES, Yvon 229.

BRAITHWAITE, Rodric Quentin 36, 73.

BRANDT, Karl Herbert Frahm, *dit* Willy 161, 228.

BRJNEV, Leonid Ilitch 279, 280, 282, 291.

BRZEZINSKI, Zbigniew Kazimierz, *dit* Zbig 35, 131.

C

CALLAGHAN, Leonard James 56, 83, 123, 228, 237, 293 ;

– secrétaire d'État 40, 56, 84, 86, 104, 122, 238, 239, 242, 280, 281, 294 ;

– Premier ministre 32, 37, 41, 42, 47, 56, 58, 61, 64, 65, 87-91, 103, 107, 110-112, 114, 116, 121, 126, 132, 133, 136, 140-143, 145, 147, 154, 155, 157-160, 162, 163, 171, 173, 174, 184, 185, 201, 209, 238, 241, 244, 258, 259, 297, 300, 309.

CARRINGTON, Peter Alexander Rupert, baron 110, 127, 128, 215, 250, 271, 282, 301.

CARTER, James Earl, *dit* Jimmy 35, 133, 135, 141, 143, 145, 147, 171, 174, 185, 222, 223, 227, 229, 230, 268, 276, 284, 285, 289, 290.

CHEYSSON, Claude 295, 296.

CHIRAC, Jacques 22, 92, 95-98, 107, 116, 146, 224.

CHURCHILL, Winston Leonard Spencer 12, 38, 108, 313.

CLAPPIER, Bernard 160.

COLES, John 27.

COT, Jean-Pierre 154.

COURCEL, Geoffrey Chodron, de 114, 115, 120.

COUVE DE MURVILLE, Maurice 25, 52.

COUZENS, Kenneth, *dit* Ken 160.

CROSLAND, Anthony 41, 51, 79, 88, 89, 94, 95, 106, 110, 112, 113, 120, 163, 193, 257.

D

DAVIGNON, Étienne 205, 207.

DEBRE, Michel 52, 95-97.

DELARÛE-CARON DE BEAUMARCHAIS, Jacques 37, 45, 46, 88, 115, 238, 273.

DELL, Edmund Emanuel 89, 206.

DENIAU, Jean-François 229.

E

EDELMAN, Maurice 118, 119.

ELISABETH II, reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande, cheffe du Commonwealth 65-68, 108, 109, 118, 119, 124, 192, 310, 311.

F

FONTAINE, André 53, 56, 64.

FORD, Leslie Lynch King Jr, *dit* Gerald Rudolph 132, 169, 170, 176, 178, 222.

FRANÇOIS-PONCET, Jean 20, 21, 25, 34, 41, 42, 44, 79, 94, 97, 98, 110, 143, 257, 311.

FROMENT-MEURICE, Henri 25, 33, 160, 168, 177, 254, 278, 290, 292, 299, 300.

G

GAULLE, Charles de 51, 52, 65, 74, 77, 97, 98, 105, 108, 115, 142, 149, 153, 167, 178, 180, 192, 228, 278, 279.

GENSCHER, Hans Dietrich 152, 154.

GERGORIN, Jean-Louis 34-36.

GIRAUD, André 206, 208, 217, 218, 224, 227.

GROMYKO, Andreï Andreïevitch 279, 281, 282, 292.

GUIRINGAUD, Louis de 25, 110, 136, 288, 294, 297, 312.

H

HABERER, Jean-Yves 160.

HARGROVE, Charles 20, 22, 37, 39, 50, 61, 154.

HEATH, Edward 26, 37, 50, 81, 116, 157, 176, 224, 232, 299.

HENDERSON, Nicholas 26, 29, 37, 39, 40-45, 47, 51, 56, 58, 64-67, 73, 77-79, 88, 94, 99, 112, 113, 115, 150, 152-154, 158, 161, 164, 166, 169, 172, 177, 180, 181, 184, 193, 194, 206, 208, 209, 238, 239, 249, 254, 255, 297, 305, 311, 335.

HIBBERT, Reginald 37, 39, 45, 47, 48.

HOWELL, David Arthur Russell, baron Howell of Guildford, *dit* 215, 217, 218, 219, 221, 227.

J

JAY, Peter 172, 184.

JENKINS, Roy Harris, baron Jenkins of Hillhead, *dit* 46, 50, 64, 68, 86, 88, 89, 139-141, 147, 156, 157, 203, 205, 239, 241-245, 252, 257, 304, 305, 310, 312, 335.

JOBERT, Michel 25, 34, 170, 175, 176.

JOSEPH, Sinjohn Keith, baron 208.

K

KENNEDY, John Fitzgerald 168, 169, 177.

KISSINGER, Henry Alfred 35, 167, 170, 176, 178, 300.

KOSSYGUINE, Alekseï Nikolaïevitch 280, 282.

L

LABOULAYE, Lefebvre de Laboulaye, François, *dit* 112, 172.

LEUSSE, Bruno, baron Bruno de Leusse de Syon, *dit* de 25, 47, 286.

LEVITTE, Jean-David 23.

LIKI, Takeo 132.

M

MACMILLAN, Harold, comte de Stockton 30, 177, 192.

MCNALLY, Tom, baron 32.

MAUROY, Pierre 152-154.

MÉRY, Guy (général) 233.

PALLISER, Arthur Michael 33, 45, 107, 113, 115, 126, 163, 165, 249, 259, 273.

MITTERRAND, François 99, 153-155, 196.

MONNET, Jean 97, 236, 242.

MONORY, René 202.

MONTBRIAL, Thierry de 34, 35, 232, 233.

MORO, Aldo 132, 133.

MULLEY, Frederik William, baron, *dit* Fred 229.

N

NAZELLE, Xavier de 229.

NIXON, Richard Milhous 169, 178.

O

ORTOLI, François-Xavier 92, 139, 140, 204, 205, 253.

OWEN, David Anthony Llewellyn, baron 47, 58, 76, 77, 90, 110, 136, 154, 164, 171, 206, 229, 230, 259, 281, 297.

P

PIERRE-BROSSOLETTE, Claude 20, 21, 42, 44, 45, 52, 67, 111, 113-115, 151, 313.

POMPIDOU, Georges 22, 52, 92, 98, 118,
161, 167, 170, 178, 180, 228, 236, 253,
278, 280, 310, 311.

PONTILLON, Robert 154.

PRENTICE, Reginald Ernest Prentice,
baron, *dit* Reg 87.

PYM, Francis Leslie, Baron 250.

R

REAGAN, Ronald 185.

ROBIN, Gabriel 42, 85, 97, 98, 124, 151,
184, 268, 283, 290, 313.

ROCARD, Michel 154.

S

SAUVAGNARGUES, Jean 34, 35, 37, 46, 47,
76, 79, 90, 98, 104, 114, 120, 166, 170,
176, 177, 184, 185.

SCHMIDT, Helmut (Chancelier) 13, 50,
60-65, 68, 104, 109, 123, 128, 131,
132, 134, 135, 138, 139, 141, 143, 145,
147, 152, 153, 156, 157, 160-165, 170,
174, 239, 246, 258, 271, 294, 311, 332.

SERISE, Jean 21, 93.

SHORE, Peter David, baron Shore of
Stepney, *dit* 89.

SOAMES, Arthur Christopher John, baron
28, 38, 39, 51, 174, 229, 249.

SOUTOU, Jean-Marie 24, 25, 30, 48, 150,
165, 172, 235, 267, 332.

T

THATCHER, Margaret 31-33, 39, 50,
58-61, 65, 91, 103, 110, 135, 137, 165,
166, 182, 184, 185, 191, 196, 203, 214,
216, 219, 221, 227, 231, 247, 248,
250-252, 260, 282, 291-293, 301, 309,
310, 323, 326.

TINDEMANS, Leonard Clemence, *dit* Leo
94, 158, 246, 266.

TOMKINS, Edward Emile 37-40, 45, 53,
69, 105, 111, 161.

V

VANCE, Cyrus Roberts 172.

VARLEY, Eric Graham, baron 87, 152,
202, 206, 208.

VEDRINE, Hubert 25.

VEIL, Simone 97, 256.

W

WAHL, Jacques 47.

WALLACE, Helen Sarah, Lady Wallace of
Saltaire, *dit* 37.

WILLIAMS, Shirley Vivian Teresa Brittain,
baroness Williams of Crosby, *dit* 86.

WILSON, Harold 28, 40, 52, 53, 55, 56,
65, 84-87, 104, 111, 114, 118, 122,
132, 138, 141, 151, 162, 176, 181, 237,
239, 242, 254, 280, 294, 309.

WRIGHT, Patrick Richard Henry, baron
Wright of Richmond, *dit* 41, 164.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Image en introduction (p. 10). © Jacob Sutton/Gamma- Rapho/Getty Images

Fig. 1. © PA Archive/PA Images

Fig. 2. © Keystone/Getty Images

Fig. 3. © Rolls Press/Popperfoto / Getty Images

Fig. 4. © Gary Weaser/Getty Images

Fig. 5. © Heinrich Sanden/AFP Sources Extra

Fig. 6. © The Asahi Shimbun/Getty Images

Fig. 7. © Bettmann/Getty Images

Fig. 8. © Rolls Press/Popperfoto/Getty Images

Image de couverture (haut). © Central Press/Hulton Archive/Getty Images

Image de couverture (bas). © Jacob Sutton/Gamma- Rapho/Getty Images

Clarification des droits avec la collaboration de l'agence La Collection.

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations et sigles.....	8
Introduction.....	11

PREMIÈRE PARTIE

LES ACTEURS

DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE

CHAPITRE I	
Centralisations et hiérarchies.....	19
CHAPITRE II	
L'Europe au cœur de la relation franco-britannique : « l'équation personnelle »	49
CHAPITRE III	
Acteurs, mentalités & opinions publiques	69
CHAPITRE IV	
Acteurs & partis politiques.....	83

DEUXIÈME PARTIE

LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE : FONCTIONNEMENT & MÉTHODES

CHAPITRE V	
Les structures de concertation	103
CHAPITRE VI	
Le triangle Paris-Londres-Bonn.....	149
CHAPITRE VII	
Les États-Unis dans la relation franco-britannique.....	167

TROISIÈME PARTIE

LES ENJEUX DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE

CHAPITRE VIII	
Des défis de même nature	189
CHAPITRE IX	
Quelle Europe pour la France et pour le Royaume-Uni ?	235
CHAPITRE X	
La France, le Royaume-Uni & le monde	275
Conclusion.....	303

ANNEXE 1	
Entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing le jeudi 20 septembre 2012	309
ANNEXE 2	
Discours de Valéry Giscard d'Estaing au Parlement le 23 juin 1976	315
ANNEXE 3	
Déclaration commune du 24 juin 1976.....	319
ANNEXE 4	
Tableau synoptique des réunions : France, Grande-Bretagne, Allemagne, CE, G7	323
ANNEXE 5	
Tableau synoptique des enjeux	325
ANNEXE 6	
Les enjeux de la relation franco-britannique dans les sommets	327
ANNEXE 7	
Entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing, le mercredi 22 novembre 2017	331
Bibliographie.....	337
Sources.....	355
Index des noms.....	359
Crédits photographiques.....	362
Table des matières.....	363